

ECONOMICUS

Mouvements sociaux : Refus de l'économisme et retour du politique

Vers une autre représentation du politique ?

Par Béatrice Hibou

Entre ordre et justice sociale : deux conceptions de la démocratie

Par Maurizio Gribaudi

La démocratie n'est pas qu'un régime politique

Par Albert Ogien

Indiñados : vers une sortie du néolibéralisme ?

Par Sélim Smaoui

Guadeloupe : la fièvre de la transparence

Par Boris Samuel

Économie morale de l'eau publique

Par Emanuele Fantini

Mobilisations professionnelles à l'heure «du 20 Février»

Par Montserrat Emperador Badimon

La course à el khobza

Par Hamza Meddeb

Économie politique des mouvements de déshérités

Par Omar Aloui

La jeunesse, nouvelle classe sociale ?

Par Irene Bono

CHRONIQUE

«20 Février», séparer le pouvoir de la richesse

Par Mohamed Madani

MOUVEMENTS SOCIAUX : REFUS DE L'ÉCONOMISME ET RETOUR DU POLITIQUE

EN BREF

Dossier coordonné

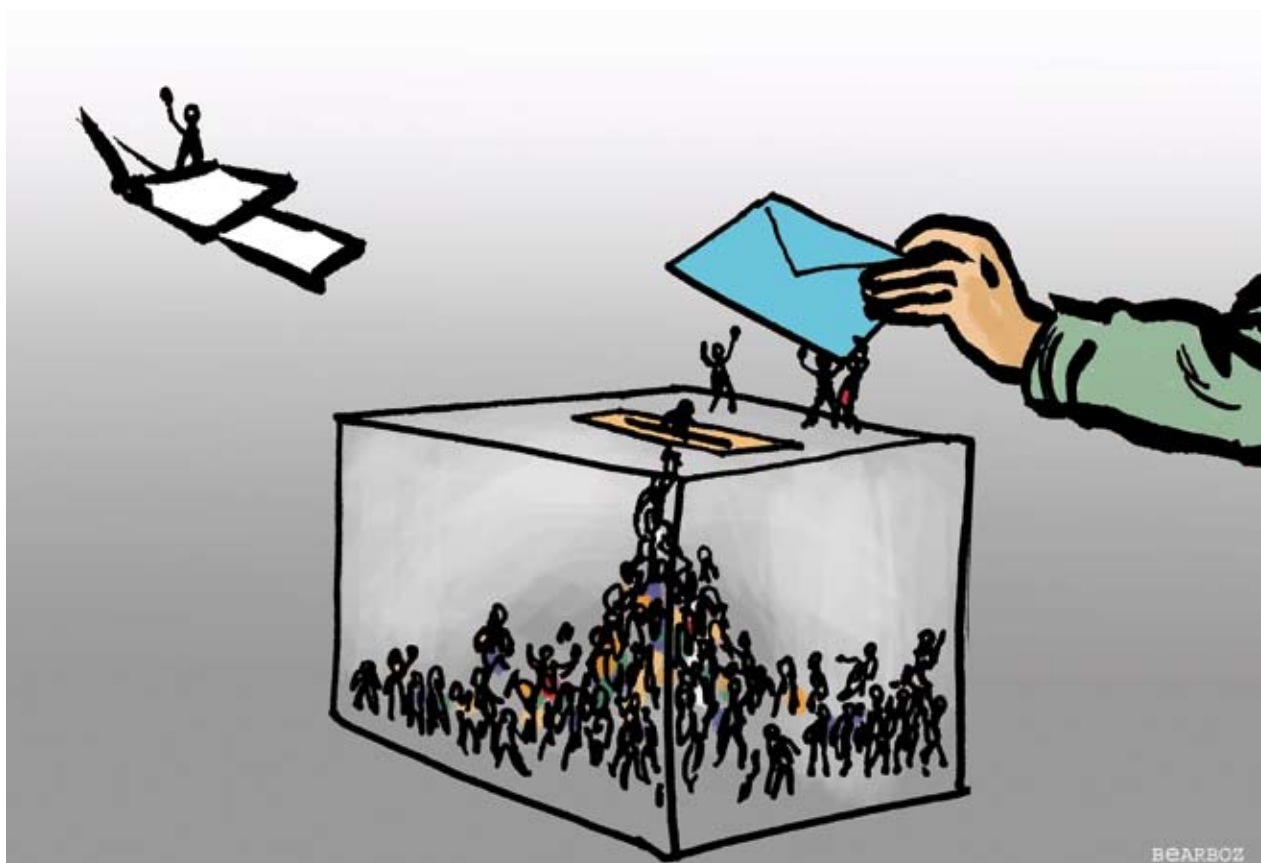
Par Béatrice Hibou

Directrice de recherche au CNRS,
CERI/Sciences Po, Paris

L'année 2011 a été caractérisée par une explosion de revendications économiques et sociales de part et d'autre de la Méditerranée qui font l'objet de multiples interprétations. Comment qualifier les événements en cours et comment les interpréter ? Au-delà des discours sur la «révolution» et les mouvements sociaux, ce numéro de la revue *Economia* entend souligner la dimension politique de ces revendications (B. Hibou). L'on assiste tout à la fois à une critique de certaines manifestations du néolibéralisme (S. Smaoui), notamment le rejet d'une privatisation des fonctions régaliennes, d'une marchandisation des services publics (E. Fantini ; I. Bono), d'un managérialisme diffus et ce faisant, à une remise en cause des modes de gouvernement et de certaines modalités de représentation (A. Ogien ; B. Samuel ; H. Meddeb). Ces revendications ne peuvent donc être cantonnées, comme le voudraient les gouvernements en place, à des enjeux économiques et sociaux. Elles sont au contraire éminemment politiques et expriment une aspiration à une transformation profonde de la façon de gouverner (A. Ogien ; B. Hibou). C'est aussi et surtout l'apprentissage du conflit apaisé et institutionnalisé, l'acceptation que la république ou la monarchie peuvent se comprendre de façons différentes (M. Gribaudi). Dans les pays qui ont historiquement connu des situations autoritaires, les tensions en cours, voire la violence de l'affrontement, traduisent cette difficulté à sortir de la culture du consensus (H. Meddeb ; M. Badimon ; O. Aloui). Dans les pays démocratiques, elles illustrent l'embarras avec lequel les gouvernements se confrontent à un renouvellement de la conception de l'action politique (M. Gribaudi et A. Ogien).

Refus de l'économisme et retour
du politique

VERS UNE AUTRE REPRÉSENTATION DU POLITIQUE ?



Qu'il s'agisse de la Tunisie, du Maroc, de l'Espagne, de l'Italie ou encore de la Guadeloupe, partout des mouvements sociaux sont apparus. Au-delà de la diversité des modalités d'action et des revendications exprimées, toutes remettent en cause un ordre et sont, en ce sens, éminemment politiques.

Par Béatrice Hibou
Directrice de recherche au CNRS, CERI/Sciences Po, Paris



Béatrice Hibou, directrice de recherches au CNRS, consacre ses recherches à l'économie politique des réformes et de la domination en Afrique subsaharienne, au Maghreb et en Europe du Sud. Dans son livre, elle plaide pour l'inextricabilité du politique, de l'économie et du social. Elle est l'auteur de plusieurs livres dont, à La Découverte, La Force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie (2006)

L'année 2011 a été caractérisée par une explosion de revendications de part et d'autre de la Méditerranée. La lutte contre la vie chère, l'exigence d'un emploi pour tous, la demande de dignité par le travail et l'intégration dans les rouages fondamentaux de la société, la critique d'un service public défectueux ou de sa mise en concession, la redécouverte du bien commun, la défense d'un métier ou d'une profession, le refus de la précarisation au travail, la dénonciation de la corruption... Toutes ces revendications entendues massivement ces derniers mois sont incontestablement des revendications économiques, sociales, parfois catégorielles, toujours fragmentées et spécifiques. Elles expriment effectivement un désir de voir se maintenir un minimum de pouvoir d'achat et d'assister à une amélioration des processus d'intégration au marché du travail, la recherche d'une reconnaissance des spécificités professionnelles de certains métiers, ou encore la volonté de vivre décemment et d'accéder à des biens publics considérés comme indispensables à la vie en société, au rêve de mobilité sociale ou à l'éloignement du spectre du déclassement. Ces demandes et ces contestations font l'objet de multiples interprétations : ce que l'on appelle le Printemps arabe est-il l'expression d'une révolte sociale, d'une demande de liberté permise par les réseaux sociaux, de soubresauts inévitables en situation autoritaire, d'une révolution ou d'une transition démocratique ? Les mouvements des « indignés » européens ressortent-ils du mouvement social, de la revendication politique, de la crise de la démocratie, de la critique du néolibéralisme ou de l'antipolitique ? Parce que ces processus protestataires sont toujours d'actualité, parce que nous n'avons pas nécessairement et systématiquement une connaissance approfondie d'événements en cours ou récemment passés, il n'est évidemment pas possible de qualifier définitivement ce qui se déroule sous nos yeux.

Des revendications politiques

Mais l'on ne doit pas se cantonner à l'analyse ci-dessus qui repose sur des conceptions étroites de ces enjeux économiques et sociaux. Pour saisir toute leur portée, il faut dépasser les compréhensions substantialistes et fixes de ces questions économiques, et remettre en cause le partage usuel et peu explicatif entre ce qui est politique et ce qui ne l'est pas. Plus précisément, quelles que soient leurs formes ou leurs natures, ces revendications économiques et sociales sont éminemment politiques dans la mesure où elles remettent en cause un ordre. Dit autrement, la



Partout, les revendications portent sur l'exigence d'un emploi pour tous, la lutte contre la vie chère, la demande de dignité par le travail

DR

contestation actuelle est politique non pas en dépit de sa couleur économique et sociale, mais bien par le truchement de celle-ci : l'opposition à un ordre passe rarement par une critique systématique et intellectualisée des principes de son ordonnancement ; le plus souvent, et c'est ce à quoi nous assistons ces jours-ci, elle passe par des médiums, par des pratiques quotidiennes qui touchent les gens dans leur vie concrète et donc par la remise en cause des conditions de vie et des rapports économiques et sociaux. Au-delà de la diversité des modalités d'action et des revendications exprimées dans chacun des pays concernés par cette ébullition, ce débat est passionnant pour le chercheur en sciences sociales en ce qu'il permet de repenser le politique, de le penser autrement, en mettant au centre de sa compréhension les pratiques économiques et sociales quotidiennes.

Simultanément en effet, ces demandes d'accès égal au marché du travail ou au service public et ces dénonciations de prix trop élevés dénoncent la marginalisation d'un territoire, d'une région, d'une partie du pays ou de la localité (les régions de l'intérieur, de l'Ouest et du Sud en Tunisie, les territoires français d'Outre-Mer, les zones reculées du

royaume chérifien, les banlieues et périphéries des villes européennes...) ; elles entendent rejeter un ordre social qui discrimine certaines catégories de la population (les Antillais descendants des esclaves africains, les déshérités marocains, les minorités ethniques en Europe centrale, les jeunes et certaines catégories ou statuts sociaux en général) et en favorise indûment d'autres (les Békés descendants des colons et les grandes entreprises, les «beldis» et l'alliance des Tunisois et des Sahéliens en Tunisie, les Fassis et les grands intérêts économiques liés au Makhzen au Maroc, les banques, les multinationales et les intérêts fisco-financiers en Europe, des catégories privilégiées, par exemple les armateurs en Grèce ou les acteurs du BTP et de l'immobilier en Espagne). Ces revendications sont l'expression d'une critique des modalités choisies par les gouvernements, quels qu'ils soient, pour gouverner les territoires et les hommes : une critique des politiques économiques, de la façon de concevoir les services publics et d'exercer les fonctions régaliennes, autrement dit une critique des relations économiques de pouvoir existantes. Concrètement, on comprend donc ce que signifie le refus de la primauté de la rationalité gestionnaire sur la rationalité professionnelle, de



RIEN N'EST PLUS POLITIQUE QUE LES QUESTIONS D'ÉGALITÉ, DE JUSTICE SOCIALE ET DE DIGNITÉ

la primauté budgétaire et financière sur la logique politique et sociale : il récuse les modalités de l'exercice du pouvoir qui ont cours.

Ces revendications interrogent surtout la perpétuation d'un ordre politique spécifique (un ordre colonial dans les Antilles françaises, un ordre injuste de classes au Maroc ou en Tunisie, un ordre inégalitaire capitaliste en Europe continentale) et plus généralement d'un ordre où la logique de prélèvement et de ponction (la corruption endémique en Egypte, en Tunisie et au Maroc, l'inégale pression fiscale en Grèce, en France ou en Espagne) est perçue comme un mode de régulation insupportable. Ce qui est contesté relève moins de ces catégories aseptisées que sont la «bonne gouvernance» ou la «transparence» (même si celles-ci sont utilisées dans les discours, par un effet de mode ou par une décision stratégique des protestataires) que de l'égalité de tous devant le travail, le logement, les soins, l'éducation, bref les services publics, l'administration et l'emploi... du politique donc dans la mesure où celui-ci est inséparable des formes d'organisation possibles de la vie quotidienne, de la vie en société, des relations sociales.

Critique généralisée du néolibéralisme comme technologie de pouvoir

Il va de soi que la comparaison des revendications sociales et économiques en situation démocratique et en situation autoritaire met davantage en évidence les différences et les spécificités de chaque contexte que les similitudes et les convergences : le mouvement social de décembre 2010 (et auparavant de 2008) en Tunisie a été réprimé dans le sang et avec une violence inouïe parce qu'il a été compris comme une atteinte insupportable à l'économie politique et au système de contrôle du régime, alors que les indignés espagnols ou grecs sont tolérés, bien que combattus, parce que perçus comme une résistance marginale et inévitable. Mais l'accent mis sur les pratiques sociales et économiques

pour comprendre le politique au quotidien permet de penser certaines formes universelles de domination, et donc de mieux concevoir l'opposition à des modalités d'exercice du pouvoir. C'est en ce sens que l'on peut comprendre les mouvements ou les revendications actuelles comme une critique du néolibéralisme, à la condition d'entendre ce dernier non comme une philosophie, une rhétorique, ou une pensée homogène et doctrinairement cohérente, mais comme un ensemble de pratiques (non forcément convergentes, voire compatibles) qui contribuent à fonder un ordre politique, l'ordre politique actuel perçu de part et d'autre de la Méditerranée comme amplifiant les rapports de dépendance, attisant les inégalités et donnant une place accrue aux processus de normalisation. Rien n'est en effet plus politique que les questions d'égalité, de justice sociale, de dignité et de reconnaissance qui ne se réduisent pas à des valeurs et des principes abstraits, mais s'incarnent dans des sentiments et des perceptions ancrés dans les pratiques quotidiennes, parfois dans les logiques de survie, parfois dans les logiques de normalité, parfois dans celles d'ascension sociale et de réalisation de soi.

A partir des conditions concrètes d'existence et de socialisation, ces revendications n'expriment en effet pas un rejet du «régime» mais celui beaucoup plus palpable des processus de privatisation de l'Etat et de managérialisation de ses fonctions régaliennes, de la marchandisation des services publics comme des modalités d'ascension sociale ; en clair, de la priorité donnée à la gestion, ou plus précisément de la compréhension du politique comme gestion à distance des hommes, des territoires et des biens. En Europe, comme dans le monde arabe, dans des contextes politiques totalement différents, l'ébullition sociale et politique prend appui sur une base commune : la critique du néolibéralisme comme technologie de pouvoir, et de ses modalités économiques d'exercice de la domination, même si cette domination ne revêt pas la même signification ni les mêmes formes de part et d'autre de la Méditerranée, et qu'elle n'a évidemment pas les mêmes conséquences. Cette vague de mécontentement résulte en grande partie d'un processus de différenciation sociale, né d'un certain type de développement économique qui crée de l'inégalité et de la discrimination, ouvrant la voie au rejet d'un ordre compris comme représentatif d'une situation dépassée, d'un ordre politique ancien dans lequel les protestataires ne se reconnaissent pas.



Cette vague de mécontentements ouvre la voie au rejet d'un ordre politique ancien dans lequel les protestataires ne se reconnaissent pas

Face à cette critique plus systématique et cohérente qu'elle n'apparaît au premier abord, force est de constater que la réaction des gouvernements se dégage le plus souvent de logiques comparables : les réponses bureaucratiques et la perpétuation de pratiques politiques et administratives antérieures, y compris dans la Tunisie révolutionnaire ou dans la Grèce insurrectionnelle, suggèrent une

LA DÉMOCRATIE N'EST PAS L'ABSENCE DE CONFLITS MAIS LEUR INSTITUTIONNALISATION

compréhension technocratique et gestionnaire des revendications, leur déniaient leur caractère pourtant éminemment politique. Cette compréhension décalée, voire négatrice, n'est pas forcément intentionnelle de la part de gouvernements souvent dépassés ; mais l'enchaînement de pratiques et de mesures variées, l'enchevêtrement de logiques d'actions et d'intérêts différents créent cette absence fondamentale de réponse aux revendications. Le flou de nombre d'entre elles et le décalage des réponses étatiques reposent sur une série de malentendus quant

à la nature même de la revendication, mais aussi, plus profondément, quant à la compréhension différentielle des problèmes et de la vie en société.

Le difficile apprentissage du conflit

Ce point est fondamental et constitue certainement le point d'achoppement de la situation actuelle dans nombre de pays, notamment sur les rives sud de la Méditerranée. A travers les revendications d'ordre économique et social, les moments de conflictualité, voire de violence, incarnent en réalité la confrontation de conceptions différentes du politique. Ces dernières se traduisent notamment par des positionnements différents dans les rapports économiques et sociaux, par des aspirations à un ordre économique et social différent, par des priorités opposées accordées à la sécurité, à la stabilité, à l'ordre d'une part et, de l'autre, à la transformation des modes d'organisation et de représentation dans la vie en société.

La démocratie, on le sait, n'est pas l'absence de conflits mais leur institutionnalisation. Or, cette dernière se heurte aujourd'hui à des difficultés croissantes face à la nature et aux formes relativement nouvelles des conflits, même si l'on ne peut comparer la situation en Europe et au Maghreb. Sur la rive nord de la Méditerranée, cette institutionnalisation pourtant ancienne se cherche de nouvelles voies, de nouvelles modalités alors qu'au Sud l'on assiste à un véritable processus d'apprentissage de cette conception du





DR

Les autorités opposent «le dédagisme» à l'engagement alors que les revendications qui ont soutenu le «dégage» sont politiques

LES MOMENTS DE CONFLICTUALITÉ INCARNENT DES CONCEPTIONS DIFFÉRENTES DU POLITIQUE

politique. Parfois, ce processus est totalement nié comme l'illustre le cas dramatique de la Syrie ; parfois, comme au Maroc, en Egypte et en Tunisie, il est balbutiant et s'amorce de façon aléatoire, sans que l'on sache s'il aboutira ou non à une véritable acceptation du conflit, tant la «culture du consensus» est prégnante. Presque partout une tendance prédomine cependant : l'ordre social et politique ancien dénie leur caractère politique aux revendications provenant de forces émergentes et contestataires ; le pouvoir en place ne reconnaît au mieux que leur dimension économique et sociale.

Les demandes sont alors qualifiées de catégorielles, de sectorielles voire d'expression d'un égoïsme corporatif, d'un irréalisme populiste et d'une irrationalité doctrinaire, d'un matérialisme et d'une absence d'idéal, d'un manque

de vision du politique ou tout simplement d'immaturation. La critique de l'apolitisme devient générale : les autorités publiques tendent à opposer le «dégagisme» (considéré comme une expression limitée et non responsable d'une frustration, en tout cas comme une protestation viscérale et non politique) à l'engagement, alors même que les revendications qui ont soutenu le «dégage !» sont, on l'a vu, éminemment politiques et proposent une recombinaison des conceptions et des pratiques politiques à travers une prise en compte du quotidien. De la même façon, les «indignés» européens ne rejettent ni le politique ni le principe de la représentation ; au contraire, ils entendent s'affirmer politiquement, à la recherche d'une autre expression, d'une «meilleure» représentation, hors des canaux institutionnels, reconfigurant là aussi le politique à partir d'exigences universelles exprimées à travers des revendications concrètes pour un autre type d'intégration dans la société. Les uns et les autres ne remettent pas en cause la puissance publique et l'autorité, mais contestent les modes de gouvernement et la conception du politique, qui déclassent les expériences locales et les pratiques quotidiennes circonscrites. Tant que le caractère politique de ces revendications ne sera pas reconnu et que le conflit ne sera pas assumé, les pouvoirs en place seront incapables de s'engager dans la voie du renouvellement politique ■

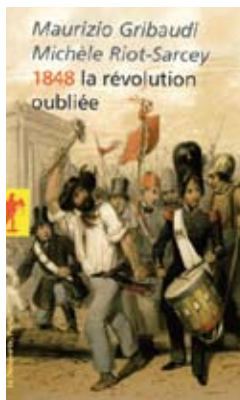
ENTRE ORDRE ET JUSTICE SOCIALE : DEUX CONCEPTIONS DE LA DÉMOCRATIE

Se remémorer «la révolution des peuples» de 1848 est particulièrement instructif au regard de notre interrogation sur la nature politique des revendications sociales et sur l'interaction entre revendications populaires, action politique et exercice du pouvoir.

Par Maurizio Gribaudi

Directeur d'études à l'EHESS, Paris

Propos rapportés par Béatrice Hibou, directrice de recherche au CNRS, CERI/Sciences Po, Paris



Maurizio Gribaudi est directeur d'étude à l'EHESS et travaille sur le mouvement ouvrier au 19^{ème} siècle. Il est l'auteur de Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au 19^{ème} siècle (Paris, EHESS, 1987) et, avec Michèle Riot-Sarcey, de 1848, la révolution oubliée (Paris, La Découverte, 2008)

Dans l'historiographie française, les années 1820-1840 sont présentées comme celles qui ont vu se consolider la construction sociale bourgeoise de la France ; toutefois, il est souvent oublié, voire nié, que simultanément se construit le mouvement ouvrier, à partir de pratiques sociales locales. La modernité parisienne, par exemple, n'est pas uniquement celle des Grands Boulevards, de la bohème et du mythe du Paris qu'on imagine aujourd'hui, c'est aussi celle des quartiers populaires qui voient se transformer des pratiques anciennes. Ce début du 19^{ème} siècle connaît d'énormes différenciations sociales où plusieurs mondes aux pratiques distinctes cohabitent. Des expériences très dispersées, très diversifiées se développent au niveau local, articulées à un discours républicain plus large et plus complexe que celui qui se coagule autour des deux principaux journaux de l'opposition républicaine (d'une part, *Le National*, auquel collaborent les éléments conservateurs comme Armand Marrast, Adolphe Thiers, François-Auguste Mignet et le libraire éditeur Auguste Saute et, de l'autre, *La Réforme*, dans lequel signent, parmi d'autres, Louis Blanc, Pierre Leroux, Félix Pyat, Victor Schoelcher, Proudhon).

1848 n'est pas la première rencontre entre ces deux mondes, ces deux mouvements. En 1830 déjà, la révolution



bourgeoise a été rendue possible par la participation populaire. Si tous les républicains ont combattu côte à côte sur les mêmes barricades, une certaine frayerie s'empare des jeunes républicains libéraux à la vue de la force de ce peuple qui leur a permis d'accéder au pouvoir. Quant au peuple, il attend le vrai changement qu'on lui a promis ou qu'il avait cru entendre venir. Entre 1830 et 1835, la situation est donc marquée par une situation d'instabilité et par de violentes tensions sociales. Plusieurs grèves importantes éclatent qui sont sévèrement réprimées. C'est dans ces confrontations que se développe une culture politique nouvelle et directement fondée sur les expériences et les pratiques locales ; et c'est dans le cadre de cette configuration que se nourrissent les tensions qui caractérisent, encore aujourd'hui, la société française ; toutes ces années sont marquées par des revendications éparses, des demandes de tout ordre, des expériences de lutte et la violence. Et le moment révolutionnaire de 1848 se nourrit de ces expériences concrètes.

1848, un processus conflictuel entre deux conceptions de la République

1848 marque la cassure entre ces deux grands types de pratiques économiques et sociales et de conceptions du politique. C'est un processus conflictuel qui voit s'opposer deux visions de l'Etat et de la démocratie totalement différentes et antagonistes. La première est centralisatrice, elle s'incarne dans les grands projets d'industrialisation et dans une réflexion scientifique généralisante, elle privilégie l'ordre. La seconde est née et s'inscrit dans le local : les quartiers sont les lieux où se pense concrètement une gestion du territoire, où se construit une conception syndicale qui ne pense pas la relation patron-ouvrier en termes de classe mais en termes individuels et dans le cadre d'associations. Ce sont ces pratiques de l'espace local qui permettront aussi l'expression d'actes héroïques et l'insouciance face à la répression et à la mort, que les événements de Juin porteront à leur paroxysme. Mais, au départ, en février, la tension n'est pas perçue. Quand le pouvoir interdit le banquet convoqué par l'opposition et que, dans la matinée du 22, commencent les premières échauffourées, les républicains modérés souhaitent négocier un changement au sein du gouvernement afin qu'ils aient plus de pouvoir. C'était sans compter sur l'enthousiasme et les attentes des masses populaires qui descendent dans les rues, transforment une émeute en Révolution et imposent la proclamation d'une

République qu'ils pensent et veulent «démocratique et sociale».

Cependant, l'idée de «République démocratique et sociale» est totalement étrangère à ces républicains conservateurs, qui se trouvent soudainement catapultés à la tête d'un gouvernement provisoire. Pour eux, la démocratie est fondée sur la perpétuation d'une société qui est nécessairement hiérarchisée et dans laquelle les couches élevées, éduquées et éclairées apprennent au peuple les «bonnes» manières de se comporter. Le destin est inscrit dès et dans la naissance. Les ouvriers peuvent s'éduquer et se divertir, mais leur devoir est de travailler douze heures par jour tandis que celui de leurs

1848 MARQUE LA CASSURE ENTRE DEUX CONCEPTIONS DU POLITIQUE

enfants est de travailler dès l'âge de dix ans (une première victoire ouvrière sera d'imposer les dix heures de travail par jour). Pour ces républicains conservateurs portés par les structures bourgeoises libérales et par les intérêts économiques et financiers du capitalisme naissant, il est impossible de penser une autre forme d'organisation du travail, encore moins d'envisager l'auto-organisation des ouvriers. Ces derniers en revanche, qui véhiculent l'idée d'une «République démocratique et sociale», appellent de leurs vœux un contrôle de chacun sur l'ensemble de la chaîne de production ; ils ont une conscience aiguë de leurs propres connaissances et de leurs capacités professionnelles, de l'importance de leur rôle dans la création de la richesse nationale et des liens qui les unissent aux autres ; ils anticipent un autre rapport à la société. Leurs revendications sont inscrites dans l'espace et les pratiques locales. A partir de là se développe un embryon de pensée d'une autre forme de démocratie, locale et sociale qui envisage (et commence à pratiquer dans certains cas) de façon radicalement nouvelle un autre modèle de développement économique, une autre forme de production.

L'incompréhension entre ces deux mondes est totale. Ainsi les républicains conservateurs conçoivent-ils le politique dans les urnes ; tout au plus un malaise social est-il



DR

Les 22, 23 et 24 février, deux langages, deux compréhensions de la société s'affrontent

reconnu, mais la simple idée que le conflit social puisse avoir une dimension politique est inconcevable pour eux. Dans le camp des prolétaires en revanche, la conception du politique est inséparable des formes d'organisation possible de la vie quotidienne et des relations sociales ; leur République est pensée dans l'horizon de tous les jours, celui des ateliers, du chômage, des dettes et des enfants. On comprend ainsi mieux comment l'idée d'association est pensée, par les premiers, en termes d'organisation étatique et centralisée du travail tandis que les seconds la comprennent comme une expression d'autonomie et la possibilité d'une réelle maîtrise de l'organisation du travail par les gens du métier, sans qu'intervienne aucun médiateur.

La négation d'une autre vision politique

Les revendications pour un droit du travail animent la révolution de 1848 ; les ouvriers demandent le droit de s'organiser et de gérer eux-mêmes leur propre activité ; le concept d'association est fondamental pour eux : ils ne se pensent pas en tant que classe sociale mais comme des entrepreneurs qui s'associent pour produire des biens. A travers les associations, ils demandent à contrôler les formes d'organisation et de production du travail, à en négocier directement le prix. Les 22, 23 et 24 février

des combats ont lieu et dès le 24, après la chute de la monarchie de Juillet, le peuple en arme se retrouve en place de Grève, face à l'Hôtel de Ville, qui est considérée depuis toujours comme le vrai et unique centre politique de Paris. Cependant, le droit au travail est immédiatement nié par les républicains conservateurs qui ne comprennent pas cette revendication. Deux langages différents, deux compréhensions de la société s'affrontent que la médiation de certains intellectuels n'arrive pas à dépasser.

Fruit d'une telle conciliation, la création de la Commission du Luxembourg censée réfléchir sur le droit des travailleurs s'avère en réalité être une façon de marginaliser le mouvement ouvrier ; ce dernier l'utilise toutefois pour se structurer et développer une réflexion politique. Entre février et avril, tous les jours, des dizaines de manifestations ont lieu : les élections dans les corporations sont l'occasion de se regrouper dans la rue et d'organiser des cortèges pour apporter les résultats à la Commission et pour faire honneur à un gouvernement provisoire qu'ils continuent encore à considérer, malgré une série de malentendus et d'incompréhensions réciproques, comme un allié. Paris grouille de partout, avec des manifestations, des cortèges, des cérémonies pour planter des arbres de la liberté, des fêtes nocturnes. Les revendications pour un droit au travail





DR

1848 rappelle qu'il existe plusieurs modalités d'envisager la République et que le concept de «transition démocratique» est inopérant

sont accompagnées d'attentes, naïves mais très fortes, simultanément guidées par les conditions concrètes de vie de cette population et par la recherche de justice sociale, de représentativité et d'égalité.

Très vite cependant, cette expression populaire fait peur et accentue les tensions ; la rupture entre ces deux mondes s'approfondit. A partir de mars, la dimension républicaine conservatrice prend le dessus et les demandes d'abolition des conditions d'exploitation de l'homme par l'homme sont progressivement assimilées aux pires représentations des premiers mouvements communistes. Dès lors, les qualificatifs de «républicain» et de «démocratique» sont déniés à ces acteurs du mouvement populaire : la parole politique du monde ouvrier est rendue silencieuse, ses formes d'expérience et d'expression politique sont délégitimées. La répression brutale de juin 1848 signifie la fin de ce mouvement, la fin d'une conception alternative du politique, la fin de la «République démocratique et sociale». En déniait tout sens politique à l'insurrection de Juin, les autorités entendent anéantir les pratiques souveraines acquises notamment dans les quartiers populaires ; le camp de l'ordre s'approprie la totalité du dispositif républicain.

L'EXPRESSION POPULAIRE FAIT PEUR ET ACCENTUE LES TENSIONS

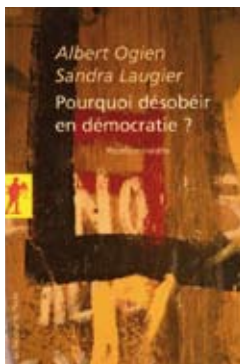
In fine, la révolution de 1848 rappelle qu'il existe plusieurs formes de démocratie, plusieurs modalités d'envisager la République et ce faisant, que le concept de «transition démocratique», parce qu'il convoie une image unique de la démocratie, est inopérant et même dangereux. L'histoire de la révolution de 1848 en France (mais il en va de même dans toute l'Europe) est celle de l'affrontement entre deux formes de république, deux formes de démocratie. D'un côté, il y a une république que l'on pourrait qualifier de conservatrice et réactionnaire, qui est fondamentalement violente et qui entend reproduire un ordre social ; de l'autre, une république qui essaie d'imaginer des formes de destin plus égalitaires, qui pense le pouvoir, la démocratie, à partir du bas ■

LA DÉMOCRATIE N'EST PAS QU'UN RÉGIME POLITIQUE

Au-delà des différences entre les niveaux de développement et la nature des régimes des sociétés du pourtour méditerranéen, il existe bien une convergence des revendications qu'illustre le caractère universel de la conception ordinaire du politique.

Par Albert Ogien

Propos recueillis par Béatrice Hibou, Directrice de recherche au CNRS, CERI/SciencesPo, Paris



Albert Ogien est directeur de recherche au CNRS à l'EHESS. Son dernier livre, écrit avec Sandra Laugier, s'intitule *Pourquoi désobéir en démocratie ?* (Paris, La Découverte, 2010).

Il est l'auteur, parmi de nombreux écrits, de *L'Esprit gestionnaire* (Paris, EHESS, 1995), de *Sociologie de la déviance* (Paris, Armand Colin, 1999) et de «La valeur sociale du chiffre» (*Revue française de socio-économie*, 5, 2010)

Vous avez analysé les actes de désobéissance civile comme des formes d'action politique à part entière, l'expression d'une demande d'approfondissement de la démocratie, d'accroissement des droits des personnes.

Qu'est-ce qui, aujourd'hui, apparaît insupportable ou inacceptable aux yeux d'une partie des citoyens européens?

Votre question fait immédiatement penser aux mouvements d'«indignés» qui se développent aujourd'hui en Europe. Ces mouvements ne sont pas, à proprement parler, des actes de désobéissance civile. Ils inventent une nouvelle forme d'action politique (le rassemblement de masse) qui présente cependant quelques-unes des caractéristiques de la désobéissance civile : invocation d'un principe supérieur de justice ou de liberté, non-violence, triple refus d'organisation centralisée (parti ou syndicat), de leader et de programme, primauté de l'expression directe du citoyen. On peut, sans trop forcer les choses, dire qu'un même motif anime ces rassemblements : la dénonciation de la manière dont les droits politiques et sociaux sont lentement remis en cause par les gouvernements. Les plus avertis de ces opposants rapportent cette érosion aux orientations imposées par le néolibéralisme. Mais, pour les moins militants, ce qui est inacceptable est la dégradation des conditions de vie qu'entraîne le désengagement de l'Etat.



Indignés et désobéisseurs viennent, chacun à leur façon, rappeler aux gouvernants qu'ils doivent assurer l'égal accès des citoyens à des besoins fondamentaux (santé, éducation, justice, sécurité, logement, etc.) et la qualité des prestations qui leur sont offertes par les services publics. Une caractéristique commune à ces deux formes d'action politique est le sentiment de n'être pas entendus, de ne pas peser dans les décisions qui les concernent, même lorsqu'ils disposent du droit de vote. Ce que résume un slogan : «Vous ne nous représentez pas», adressé à l'ensemble du personnel politique, gouvernement, partis et syndicats mêlés.

Les rassemblements de masse et la désobéissance civile expriment donc, en situation démocratique, une opposition à ce qui est ressenti comme une altération des principes qui devraient être ceux d'une véritable démocratie. Ce qui est insupportable à une partie au moins des citoyens des démocraties avancées (et qui est, comme souvent, publiquement exprimé par la «jeunesse»), c'est le fait que les gouvernants ont cessé d'être au service du bien commun, qu'ils manifestent leur omnipotence et affichent leur mépris pour ceux qui contestent le bien-fondé de leurs décisions.

LES GOUVERNANTS ONT CESSÉ D'ÊTRE AU SERVICE DU BIEN COMMUN

Derrière les questions abstraites de justice, de liberté, de remise en cause de droits, il y a donc des interrogations concrètes sur les conditions de vie, sur la dignité et l'autonomie. En quoi les revendications en Europe, pourtant démocratique, expriment-elles ces sentiments d'indignation, d'humiliation, d'assujettissement et de dépendance ?

La démocratie n'est pas simplement un régime politique fondé sur les droits de vote, d'association et de grève, la liberté d'opinion, le pluralisme, la séparation des pouvoirs, le contrôle de l'exécutif, une administration et une justice impartiales. C'est aussi une manière de penser l'organisation de la vie sociale, qui se traduit en politique par un principe : l'Etat doit assurer la liberté et l'égalité de ses ressortissants, en les mettant à l'abri de l'arbitraire, de la domination et de l'humiliation. Ce principe, qui reste un

idéal, est au fondement de cette «conception ordinaire» du politique qui est celle des citoyens et sur la base de laquelle ils définissent ce qu'un régime démocratique devrait être et l'expriment à travers les demandes qu'ils adressent à leurs gouvernants. Or, cette expression se trouve aujourd'hui bloquée.

Une des caractéristiques marquantes des rassemblements d'indignés et de la désobéissance civile est le fait que ces formes d'action politique se déploient ostensiblement hors - voire contre - les canaux institutionnels (députés, gouvernants, partis ou syndicaux) propres à un régime de démocratie représentative. Ce qui rend public l'écart qui s'est creusé entre les citoyens et ceux qui les dirigent, les représentent ou ceux qui parlent en leur nom, et met en scène l'idée que leur voix (et pas seulement celle du bulletin de vote) ne compte plus dans la détermination du destin collectif de la communauté nationale de laquelle ils sont membres. Autrement dit, l'insupportable est lié à ce sentiment de dépossession d'un droit fondamental en démocratie. Il importe de préciser que la dépossession est une *situation* dans laquelle les individus se trouvent ; ce n'est pas un phénomène psychologique - comme la soumission à l'autorité, l'obéissance résignée ou la servitude volontaire. Dans une situation de dépossession, les individus savent qu'on leur retire une chose qui leur appartient et à laquelle ils tiennent. Les citoyens ne sont donc ni dupes ni ignorants des conséquences des décisions qui sont prises en leur nom et qu'ils refusent d'endosser. Et c'est exactement ce qui conduit certains d'entre eux à contester publiquement un état de fait injuste, indigne ou inacceptable. L'hypothèse de la soumission laisse entendre, quant à elle, que les individus sont à ce point aliénés qu'ils ne conçoivent même pas les raisons de s'opposer. C'est cette hypothèse qui a longtemps permis de croire que les régimes autoritaires, qui gouvernent à l'intimidation, à la peur, à la corruption et à la répression, créaient des populations serviles auxquelles le pouvoir avait réussi à faire définitivement oublier leur aspiration à l'autonomie. Contre cette hypothèse, on peut dire que jamais les citoyens ne sont dépossédés de leur capacité ordinaire à juger de l'action de ceux qui les gouvernent et de s'y opposer, voire d'y résister. Et l'expérience historique nous apprend que cette capacité ordinaire se cristallise parfois en grands mouvements susceptibles de renverser des régimes autoritaires ou d'obtenir l'extension des droits et libertés en démocratie.

Mais alors, si ce sont ces sentiments de dépossession (et donc l'exigence de liberté, le rejet de l'arbitraire et de



Les revendications prennent pour cible les réformes gestionnaires qui réduisent les champs d'intervention de l'Etat

l'absence de considération) qui mobilisent, pourquoi sont-ce aujourd'hui les questions de mission de l'Etat qui sont ciblées par ces revendications ?

Tout simplement parce que le développement des Etats démocratiques avancés se confond avec celui de ces politiques qui, en mettant en place les services publics d'éducation, de santé, de logement, de la justice, de la sécurité, ont permis une élévation du niveau d'autonomie des citoyens et de donner corps à la démocratie. C'est pourquoi les revendications portées par les rassemblements ou la désobéissance prennent pour cible les réformes gestionnaires qui, en soumettant l'action publique au principe d'efficacité économique, réduisent les champs d'intervention de l'Etat. Ces réformes heurtent la conception ordinaire du politique. D'une part, parce que les décisions qu'elles imposent se justifient par la production de chiffres (objectifs et indicateurs de performance) dont la production échappe totalement aux citoyens et est le monopole des managers de l'action publique ; d'autre part, parce qu'elles remettent au goût du jour l'idée selon laquelle, pour que l'action publique soit « performante », les établissements et les institutions publics devaient être dirigés par un vrai patron : un chef qui dispose seul du pouvoir de décider, puisqu'il doit conduire ses troupes au combat dans une compétition féroce et assumer, en son nom propre, la responsabilité de la victoire ou de l'échec. Enfin, en

substituant les principes de concurrence et de mérite à ceux d'universalité et de gratuité, les réformes gestionnaires dénaturent l'esprit de service public. Et ce sont ces remaniements moraux, aux effets qu'ils jugent délétères et dangereux, que les citoyens des régimes démocratiques qui se rassemblent ou désobéissent entendent dénoncer.

Que nous disent les revendications actuelles en Europe sur le politique et sur les modes de gouvernement ? Sur la confrontation de conceptions différentes au sein d'une société, par exemple sur ce que doivent être les missions de l'Etat ou sur la conception du politique ?

L'action des gouvernements démocratiques modernes est largement guidée par une maxime : l'Etat doit être géré comme on gère une entreprise. Ce qui justifie cette orientation est, on ne le sait que trop, le problème de la dette, donc l'impératif de réduction de la dépense publique. Certes, rien n'interdit d'envisager le travail des administrations comme une activité de service ; et, de ce point de vue, on ne voit pas pourquoi il ne faudrait pas chercher à en abaisser le coût de fonctionnement. Le problème est que ce service est d'une nature particulière : il consiste à garantir la jouissance des droits sociaux et politiques des citoyens et à assurer la cohésion sociale, la paix civile et la sécurité extérieure. De ce fait, toute rationalisation administrative doit être évaluée à l'aune de

son impact sur les pratiques de la démocratie. C'est ce que les citoyens font lorsqu'ils constatent que soumettre l'activité de gouvernement à la logique du résultat et de la performance (qui s'impose actuellement comme modèle universel de gestion publique) entraîne une transformation radicale des rapports politiques.

Il en va de même pour les professionnels du service public (professeurs, enseignants, médecins, policiers, éducateurs, juges, etc.), qui se sentent dévalorisés lorsqu'ils sont tenus pour interchangeables dans un processus de production ; ou ignorés lorsqu'ils observent que leurs revendications sont traitées avec mépris (au nom de l'efficacité) et que les objectifs chiffrés qui leur sont imposés ne leur permettent pas d'assurer le service qu'ils sont censés rendre aux citoyens de manière convenable.

Ce mouvement de «modernisation de l'Etat» est souvent appréhendé comme le produit d'une volonté de privatiser les services publics et de «marchandiser» l'ensemble des biens collectifs (ce qu'on appelle les politiques néolibérales). On peut également penser que l'émergence du modèle gestionnaire d'exercice du pouvoir tient très largement aux souhaits des gouvernants et des dirigeants de rénover les méthodes et les rouages obsolètes de l'administration des affaires publiques et les modalités désuètes qui ordonnent les processus de prise de décision politique. Mais voilà : l'Etat n'est pas une entreprise comme les autres. C'est ce que les rassemblements d'indignés et les actes de désobéissance civile rappellent lorsqu'ils s'opposent à ces réformes gestionnaires imposées aux services publics (école, hôpital, justice, enseignement supérieur, recherche, police, etc.) en avançant un argument : l'importation des technologies de la performance (évaluation, benchmarking et management) dans la définition et le contrôle des politiques publiques détruit les fondements démocratiques de l'action politique.

Les expériences politiques des deux côtés de la Méditerranée n'ont rien à voir. Pourtant, aujourd'hui, le Printemps arabe a un retentissement certain en Europe. Comment votre recherche sur la conception ordinaire du politique nous permet-elle de comprendre cet écho ? Comment articulez-vous cette conception universelle de droits et des formes d'action politique avec ce que vous nous dites à propos du lien étroit qui existe entre nature des revendications et modes d'exercice du pouvoir (par nature spécifique, localement et historiquement situé) ?

Ici encore il faut essayer de s'en tenir à notre expérience ordinaire et à ce qu'on observe (sans substituer immédiatement nos catégories d'analyse à celles du sens commun). Bien sûr, les régimes politiques établis des deux côtés de la Méditerranée n'ont rien de commun et il serait impossible, de ce point de vue, de comparer les événements qui s'y déroulent. Et pourtant il est difficile de nier que le Printemps arabe n'a pas servi de référence dans le développement des rassemblements d'indignés dans les démocraties européennes.

C'est que le succès inattendu de ces révoltes qui ont vu le «peuple» se lever, dire non de façon pacifique et abattre des régimes autoritaires en un temps qui défie l'imagination, a fait entrer cette forme d'action dans cette sorte de «patrimoine» de pratiques politiques que l'histoire met à la disposition des citoyens du monde lorsqu'ils doivent faire entendre leur voix (comme les révoltes d'esclaves, les révolutions, les luttes de libération nationale, la désobéissance civile, etc.). Sans tomber dans un diffusionnisme un peu désuet ou d'expliquer ce phénomène en invoquant l'usage des nouveaux moyens de communication, on peut simplement noter que les exemples de la Tunisie et de l'Egypte ont été utilisés à Madrid, à Athènes, à Bruxelles ou à Tel Aviv pour organiser des rassemblements de masse tout à fait inédits. Le succès de ces initiatives sur cette rive de la Méditerranée tient sans doute beaucoup à celui, par bien des aspects surprenant, qui a eu lieu sur l'autre. Mais ce n'est pas tout. Car au-delà de la différence manifeste entre niveaux de développement des sociétés (industrialisation, éducation, niveau de vie, etc.) et nature des régimes (autoritaire et démocratique), il existe une convergence des revendications. Le «Vous ne nous représentez pas» adressé au personnel politique (gouvernement, partis et syndicats mêlés) est la version démocratique du «Dégage» adressé aux tyrans de l'autre rive de la Méditerranée (sauf que dans ce cas, un certain niveau de violence s'est exercé, qui reste parfois masqué par la chute rapide de deux régimes autoritaires). La très forte adhésion que cette revendication suscite des deux côtés de la Méditerranée illustre bien le fait que la conception ordinaire du politique qui habite les citoyens a le caractère universel que je lui prête. Sur une rive, cette conception doit aujourd'hui se traduire en une Constitution (et nul ne sait encore le contenu que prendront ses articles) ; sur l'autre, il faut sans doute attendre pour voir émerger les effets qu'elle portera sur les pratiques de la démocratie ■

INDIÑADOS : VERS UNE SORTIE DU NÉOLIBÉRALISME ?

Le désir d'autonomie citoyenne s'accompagne-t-il nécessairement d'une sortie du néolibéralisme ? Pour l'auteur, qui a analysé les critiques formulées au sein du campement barcelonais, rien n'est moins sûr.

Par Sélim Smaoui
Doctorant CERI - Sciences Po, Paris

Au regard du climat messianique qui agite la lutte des peuples arabes contre leurs dictatures respectives, le soulèvement des indignés espagnols qui a débuté le 15 mai 2011 a pu sembler énigmatique, et la comparaison déplacée. Sur la balance de la lutte légitime, de quel poids éthique pouvait se prévaloir l'indignation d'un mouvement émanant d'une société démocratique face aux combats agonistiques menés contre la domination autoritaire ? S'il convient de ne pas araser les différences qui singularisent le Printemps arabe et les mouvements citoyens qui bourgeonnent dans les sociétés européennes, l'envergure de ceux-ci mérite attention. Rappelant la centralité de la crise économique dans ce contexte de révoltes, la mobilisation des indignés nous enjoint également de ne pas négliger les formes de domination, certes plus insidieuses et moins spectaculaires, qui structurent la réalité vécue par les individus dans des contextes dits «démocratiques». L'observation du campement des indignés installé dans le centre de Barcelone a rendu compte d'un processus de politisation des mécanismes économiques les plus anodins. A l'épreuve de la crise, l'effort militant engagé de longue date pour se soustraire au néolibéralisme est ranimé par une situation qui contribue à reformuler la normalité économique dans le langage critique de la soumission et de la résistance.

Formes de résistance au néolibéralisme

Les indignés se sont greffés sur un cycle de contestation déjà engagé. En Catalogne, les mesures d'austérité prodiguées par le FMI (importantes coupes budgétaires dans le secteur public - hôpitaux, éducation - licenciements dans le privé) ont conduit de multiples secteurs à se mobiliser les mois précédant l'installation du campement. Bien que particularistes dans leurs causes, ces différentes mobilisations dénonçaient une commune «escroquerie» (estafa), la «crise», comme prétexte pour asseoir durablement l'impératif néolibéral de dérégulation du marché du travail et de réduction des charges sociales. «Nous ne paierons pas votre crise ! Nous sommes tous des Islandais !», tels étaient les slogans unanimement entonnés par des manifestants qui firent du peuple nordique le parangon de la résistance héroïque, glorifiant son refus de rembourser les dettes contractées par les banquiers lors des référendums organisés par Reykjavik. Si le campement est corrélé à cette effervescence protestataire, et que bien des travailleurs victimes de l'austérité remplissent les rangs indignés, la critique ne se réduit pas à la seule dénégation rhétorique et immédiate du système néolibéral. Un coup d'œil diachronique révèle que le mouvement articule des modes de protestation historiquement ramifiés et qu'il fédère des acteurs ayant transité au sein d'espaces d'activités pensés comme des





Le campement barcelonais est le lieu d'exhibition publique de cet ethos autogestionnaire

alternatives au néolibéralisme.

Un premier espace majeur d'expression de la contre-conduite, très visible sur le campement barcelonais, est le mouvement Okupa (Squat). Privilégiant, à partir des années 1980, l'occupation de bâtiments publics pour y résider et y organiser des activités culturelles autogérées, Okupa a souvent été analysé sous le seul angle post-matérialiste des cultural studies, négligeant ainsi les interactions qu'il entretenait avec les mutations sociales enfantées par le tournant néolibéral. Epigone certain des expériences post-68 qui ont germé en Europe du Nord, le mouvement Okupa est surtout le fruit de dynamiques situées, ayant affaibli les réseaux traditionnels de solidarité de quartier dans l'Espagne de la transition.

Une première mutation, politique, est le déclin des «associations de voisins» (Movimiento Vecinal) qui, après avoir été à la pointe de la lutte antifranquiste, aux côtés des syndicats, devinrent un vivier de recrutement des cadres du PSOE fraîchement légalisé. A ce qui est considéré comme une privatisation «politique» de la vie de quartier se couplent les effets des politiques de planification urbaine. Celles-ci donnèrent toute la latitude aux spéculateurs et à la privatisation de l'espace public, phénomène particulièrement prononcé dans une ville vitrine en pleine construction comme Barcelone. Niché au mitan de cette double dynamique de privatisation, Okupa représente autant une critique de la spéculation immobilière qu'il promeut

des formes d'organisations économiques et culturelles renouvelées, à mesure d'ailleurs que le mouvement se nourrit des idéaux altermondialistes du «Mouvement Global» en pleine expansion à la fin des années 1990. Le foisonnement des Centres Sociaux autogérés (CSOA - Casals en Catalogne) est l'occasion pour de nombreux citoyens d'investir en pratique la critique de la «privatisation néolibérale». Si, prises isolément, des initiatives telles que le développement de médias libres ou l'organisation d'ateliers culturels gratuits sont usuellement assimilées à une sympathique appétence de la jeunesse espagnole pour la rébellion (la «movida»), un examen attentif indique que cette insoumission contient une compréhension pointue des contraintes posées par la «gouvernance participative». Les projets alternatifs ainsi élaborés (contre la «privatisation des ondes», contre la «marchandisation de la culture»...) sont conçus comme des moyens d'esquiver les politiques de contractualisation de la participation civique, lues comme une mise aux normes des projets citoyens par les pouvoirs publics.

Autre lieu de socialisation militante des indignés : l'économie sociale et solidaire (ESS). Coopératives, mutuelles, réseaux de troc, fermes et usines communautaires composent, entre autres, cet espace de production. Aussi disparates dans leurs fonctions qu'ambivalentes dans leurs rapports aux pouvoirs publics, ces sociétés de travailleurs partagent la volonté de produire une richesse qui contourne la spéculation financière (dépôts des liquidités dans des banques éthiques), et qui n'a vocation à être redistribuée qu'entre les travailleurs. Si l'ESS est un secteur économique relativement institutionnalisé, se trouvant parfois pleinement intégré à la gouvernamentalité néolibérale, pouvant sciemment ou inconsciemment relayer l'action publique, il est désormais promu comme un espace de résistance à la crise. Lieu de circulation de «monnaies sociales» qui ne peuvent être dévaluées, expérience d'organisation citoyenne qui anticipe le démantèlement redouté de l'Etat-providence, espace de reconversion et de repli pour les travailleurs licenciés, l'ESS serait sinon un mode de production de substitution fondée sur la démocratisation de la décision économique, du moins l'antidote qui conjure ponctuellement l'imprévisibilité de la crise.

L'autogestion en actes

Construction hic et nunc! d'une communauté politique, le campement barcelonais est le lieu d'exhibition publique de cet ethos autogestionnaire, interstitiel et invisible en temps ordinaire. Autosuffisant économiquement, régi

scrupuleusement par les principes de la démocratie directe, redoublant sans cesse d'inventivité pour respecter l'environnement, le campement esquisse les fondements de la communauté politique souhaitée, tout en fomentant, par l'exemplification de l'éthique solidaire, la curiosité des milliers de citoyens victimes de la crise.

Plus que dans l'organisation du campement lui-même, d'emblée soumis à un horizon hypothétique de disparition, c'est dans les interactions partagées entre militants autogestionnaires et citoyens que réside l'intérêt politique de cette expérience. «Je pensais que j'allais vivre mon drame tout seul !» ; cette phrase, journalièrement énoncée par les quidams, témoignait, au fil des ateliers de discussion et des prises de paroles publiques, de la croissante indistinction entre le drame personnel (licenciements, logements hypothéqués, faillites de PME...) et la cause collective.

Cette constitution in situ d'une communauté de victimes par capillarité, quotidiennement sensibilisée à d'autres conceptions de la justice sociale et de l'allocation des ressources, est surtout l'occasion pour les indignés d'identifier collectivement les ressorts de l'injustice qu'ils jugent subir. Les mécanismes économiques les plus ordinaires, qui contribuent habituellement à la prospérité individuelle, sont en l'espèce assimilés à des instruments de domination politique. Crédits immobiliers, assurances de prêts bancaires... en somme, l'emprunt, voie d'accès au bonheur privé à l'ère du néolibéralisme, est désormais réduit à un moyen d'extorsion autorisant la spéculation financière et à une technique d'assujettissement par endettement. La disqualification de l'institution bancaire, centrale dans le travail de dénonciation, révèle d'ailleurs un glissement dans les procédés d'énonciation de la loyauté politique : la désobéissance envisagée ne remet guère en question le consentement à l'impôt, principe historique de négociation de l'appartenance à une communauté politique ; elle cible l'épargne. Pour ne s'en tenir qu'à cet exemple, le retrait de son argent de la banque, affiché comme un acte de souveraineté populaire, dévoile autant les perceptions négatives du monde économique qu'il constitue une critique sonore des préceptes néolibéraux. Dans leur discours, les indignés opposent au sujet néolibéral, enjoint à être son propre entrepreneur et soutenu financièrement au gré de ses désirs, une conception qui invite à une réappropriation des moyens permettant de mener sa propre existence économique tout en se délestant des intermédiaires prévus par le «système». «Nous ne sommes pas anti-système, c'est le système qui est anti-nous», clamaient ainsi les indignés afin d'inviter tout un chacun à prendre son destin économique en main. Qu'elle soit le fait de militants professionnels ou de profanes, qu'elle émane de longues trajectoires protestataires ou qu'elle soit



Sélim Smaoui

«Nous ne sommes pas anti-système, c'est le système qui est anti-nous» clamaient les indignés

incitée par l'immédiateté de la crise, la critique des effets du néolibéralisme au sein du campement barcelonais va de pair avec un encensement de l'hypothèse autogestionnaire, en réplique à l'asservissement du politique aux diktats des marchés.

Ce désir d'autonomie citoyenne serait-il pour autant une «sortie» du néolibéralisme ? Rien n'est moins sûr. Devenir l'entrepreneur de soi, fût-ce en toute éthique et loin des banquiers, marque-t-il une coupure avec les fondements moraux d'une condition néolibérale qui nous enjoint de capitaliser sans cesse nos désirs, dans une quête effrénée de notre estime de soi ? ■

GUADELOUPE : LA FIÈVRE DE LA TRANSPARENCE

Le mouvement contre la vie chère en Guadeloupe témoigne, à travers les techniques employées, de toute l'ambivalence de la contestation et des transformations qu'elle a induites.

Par Boris Samuel
Docteur CERI-Sciences Po, Paris

L Le mouvement social de février 2009 en Guadeloupe, mené par le collectif Liyannaj Kont' Pwofitasyon (LKP), large front de syndicats, d'associations et de partis politiques¹, s'est structuré autour la dénonciation de la vie chère dans les Antilles. Il a donné lieu à une grève générale de quarante-quatre jours ayant pour revendication phare la revalorisation du pouvoir d'achat. Les demandes du LKP visaient notamment la diminution des prix, la mise en place de primes salariales et la promotion de la transparence.

Naissance et épanouissement d'un «mouvement du 21^{ème} siècle»²

La radicalité du mouvement a très rapidement mis une pression importante sur l'Etat. A l'été 2008, la fixation des prix des carburants avait été l'objet de critiques véhémentes, car la dégruge internationale des cours n'avait pas été répercutée sur les prix à la pompe. Les prix étaient administrés, et l'administration publique fixait à sa guise les profits de la société privée détentrice du monopole de l'approvisionnement (et dont Total est l'actionnaire majoritaire). Dès le début du conflit, les mécanismes de «formation des prix» servent de matrice à une critique des rapports de domination économiques et politiques. Ce sont les petits entrepreneurs qui se

mobilisent les premiers, rapidement rejoints et relayés par les demandes des syndicats de travailleurs. Les premiers appels à la grève sont lancés au mois de novembre 2008, en même temps que sont érigés les premiers barrages routiers. En parallèle, l'Etat tente de répondre de manière bureaucratique, notamment par la production de rapports d'audit demandés à l'Inspection générale des finances et à l'Autorité de la Concurrence. Ces derniers font surtout état de «dysfonctionnements» mais admettent des pratiques abusives, et des baisses de prix sont accordées. La contestation est cependant lancée, et le prix des carburants permet au LKP de se structurer autour d'une ample plateforme de 165 revendications. Celles-ci s'articulent autour de la notion de la pwofitasyon, qui renvoie à la fois aux profits abusifs et à l'idée de la persistance des rapports économiques hérités de la période coloniale et esclavagiste. Le LKP connaît très vite des succès retentissants et montre qu'il est véritablement un «mouvement du 21^{ème} siècle». Après le lancement de la grève générale illimitée le 20 janvier 2009, les premières négociations avec la Préfecture sont retransmises en direct à la télévision. Les Guadeloupéens voient pour la première fois des syndicats tenir tête aux services de l'État et parvenir à les déstabiliser grâce à leur maîtrise des dossiers techniques, les directeurs d'administration étant mis en difficulté sur leurs propres



DR

La révolte s'opère autant par le chiffre et l'écho des médias que par la pression des barrages routiers

domaines d'expertise. Le mouvement obtient alors des victoires symboliques. Un dispositif d'encadrement des prix des «cent produits de première nécessité» et de surveillance des marges commerciales est entériné, ainsi qu'une prime salariale de deux cents euros pour tous les salariés touchant moins de 1,4 fois SMIC (le salaire minimum). Les plus grands hommes d'affaires et industriels des Antilles, parmi lesquels des «békés», anciens maîtres des îles, sont contraints de rendre des comptes et de négocier produit par produit les prix pratiqués dans les grandes surfaces dont ils sont propriétaires. Les mouvements syndicaux les acculent en brandissant des relevés de prix et les estimations chiffrées des marges abusives. La révolte s'opère autant par le chiffre et l'écho des médias que par la pression des barrages routiers qui paralysent l'île.

Réponse à la crise et institutionnalisation de la méfiance

L'analyse détaillée des mesures mises en place et des techniques employées montre néanmoins toute l'ambivalence de la contestation et des transformations qu'elle a induites. Si une politique apparemment volontariste d'amélioration du pouvoir d'achat et de transparence sur les prix est adoptée, dès le lendemain du conflit l'ambiance délétère et la méfiance prennent le pas sur l'enthousiasme. La «réponse» à la crise est décevante et la mise en œuvre des mesures est le réceptacle des conflits et des rapports de force qui ont donné naissance au

mouvement social. Ainsi, les baisses de prix n'apparaissent pas pérennes et les enseignes annoncent d'emblée qu'elles compenseront leur manque à gagner par des hausses de prix sur d'autres produits ; en outre, la prime salariale se révèle moins avantageuse qu'il ne semblait, car les impôts la diminuent sensiblement et le calcul détaillé du seuil de 1,4 SMIC fait l'objet de polémiques. Reste alors la politique de transparence et la dynamique de dialogue social... Mais l'annonce de la tenue d'États Généraux de l'Outre-Mer, initiative de l'Etat, est majoritairement vue par les Guadeloupéens comme une tentative de récupération de la contestation. En outre, tout en visant à «mettre à plat» les réalités économiques, les audits sur la formation des prix se multiplient, s'empilent sans apporter les preuves irréfutables de la pwofitasyon. Alors qu'elle devait être le point d'orgue de la «politique de transparence», une analyse approfondie des différentiels de prix entre la métropole et la Guadeloupe conduite par l'INSEE³, loin de pacifier la situation extrêmement tendue, jette de l'huile sur le feu. La différence de prix qu'elle affiche, moins de 15%, n'atteint pas le niveau attendu, les écarts de prix approchant 100% sur certains produits en rayon. L'étude est alors interprétée de façon négative, comme si elle préparait une remise en cause des acquis sociaux, parmi lesquels la prime salariale de 40% accordée aux fonctionnaires. La publication de l'étude est ainsi le prétexte à des passes d'armes entre préfecture, syndicats, responsables





DR

La transparence prend corps en tant que mode de gouvernement

politiques... Sur la question des carburants, les avis de l'Autorité de la Concurrence et les cinq diagnostics approfondis publiés entre 2009 et 2010, qui émanent aussi bien de l'administration que des syndicats, induisent une connaissance toujours plus approfondie de la situation, mais aussi une complexification permanente du problème. S'ils permettent de dévoiler et de mettre fin à certains abus, ils mettent aussi en valeur l'absence d'alternative claire en matière de politique d'approvisionnement, et l'usage trouble des audits par l'Etat, qui gère le dossier de manière discrétionnaire et sans changer fondamentalement ses pratiques. La «formule» de calcul des prix reste arbitraire et le marché opaque et monopolistique. Dans un apparent paradoxe, la politique de transparence déplace les lieux de l'affrontement en même temps qu'elle fait avancer la logique de dévoilement. Une «fièvre de la transparence» apparaît réellement s'être emparée de la Guadeloupe ; la meilleure connaissance de la réalité des prix et des marges, lorsqu'elle est effective n'aboutit qu'à la montée des méfiances et à l'émergence de nouveaux lieux d'opacité.

L'impératif de transparence comme mode de gouvernement

Pour autant, l'obtention de mesures - même temporaires - de baisse de prix et la mise en place de la politique de transparence incarnent une rupture dans la société guadeloupéenne. La lutte contre la vie chère s'ancre comme un mode d'expression de la révolte et la transparence s'impose comme une «valeur» qui reformule les rapports de domination. Certes, l'incertitude sur les pratiques abusives est plus grande que jamais et l'expertise échoue à fournir des constats indiscutables. Pour certains, comme les syndicats, le système capitaliste continue à protéger les abus et la «domination coloniale» ; pour d'autres, comme le patronat, il n'y a aucun «problème de prix» en Guadeloupe. Mais la transparence prend corps en tant que mode de gouvernement. En donnant lieu à des compréhensions diverses, la transparence, en permanence recherchée et débattue mais jamais épuisée, structure les relations sociales et les définit. De nouveaux dispositifs de pouvoir apparaissent. Les prix jouent un rôle de «signal» dans le débat politique et dans les rapports de force entre acteurs sociaux. La Préfecture prend ainsi des mesures quasi sécuritaires avant les annonces de hausse des prix du carburant, en allant jusqu'à tenter de limiter, voire de censurer l'information statistique comme elle l'a fait en juillet 2010 - ce qui n'est pas commun dans un département français. Les syndicats menacent de leur côté de reprendre la grève. La publication de l'indice de prix prend ainsi une résonance inédite dans le débat public. Des rituels de présentation des chiffres sont mis en place, les responsables de l'administration étant régulièrement invités à commenter le nouvel indice des prix lors des émissions matinales de Radio Caraïbes Internationale. La question des prix, ses imaginaires économiques et son opacité sont désormais omniprésents sur la scène politique guadeloupéenne. La lutte contre la pwofitasyon espérait triompher par la surveillance des prix et la transparence, mais ces dernières semblent avoir reconduit les hiérarchies sociales plus qu'elles ne les ont remises en cause. Néanmoins, elles contribuent à écrire une nouvelle page de l'histoire politique de la Guadeloupe, en offrant une reformulation de ses relations de pouvoir ■

1 Soit l'Alliance contre la Pwofitasyon créée à l'appel du syndicat guadeloupéen majoritaire, l'UGTG, Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens, issu des mouvements indépendantistes. Le LKP compte 49 organisations
 2 Expression reprise à Julien Mérión, politiste à l'Université des Antilles Guyane, Guadeloupe
 3 Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

ÉCONOMIE MORALE DE L'EAU PUBLIQUE

En Italie, la lutte contre la privatisation de l'eau s'est transformée en une bataille contre la marchandisation de la vie et le démantèlement des services publics.

Par Emanuele Fantini
Docteur en Sciences Politiques, université de Turin

Le 12 et 13 juin 2011, les Italiens étaient appelés à se prononcer sur l'acceptation ou le rejet de deux normes de privatisation de l'eau : l'obligation, pour les administrations locales, de déléguer avant la fin de l'année la gestion des services d'eau à des sociétés par action (publiques, privées ou mixtes), et l'inclusion, dans la facture d'eau, de la rémunération des capitaux investis dans le secteur selon un taux fixé par loi à 5%. Le résultat a constitué une véritable surprise : alors que les 24 référendums organisés depuis 1997 n'avaient jamais atteint le quorum des 50% de participants nécessaire à leur validation, plus de 55% du corps électoral ont participé au vote et ont massivement choisi d'abroger ces deux normes¹. L'analyse médiatique de ce succès a alterné entre explications conjoncturelles (le deuxième coup porté au gouvernement Berlusconi après l'échec des élections administratives), anthropologiques (le rejet par la majorité de la population du modèle politique et culturel berlusconien ou néolibéral), ou digitales-réductionnistes (la victoire du web 2.0 sur l'establishment politique et médiatique, en analogie avec les mobilisations des indignados espagnols ou le Printemps arabe).

Pourtant, il y a beaucoup plus qu'une victoire référendaire. Le mouvement qui a porté le non à la privatisation est en réalité animé par une pluralité de revendications. S'il a été rendu public dans la presse à l'occasion de la victoire référendaire, il est actif depuis une dizaine d'années. Ses



TaxiQuorum il 12 - 13 giugno chi porti a votare?

DR Les opposants à la privatisation de l'eau ont organisé un service d'entraide pour emmener les gens voter

origines remontent au mouvement altermondialiste qui demeure très dynamique et compte quelques succès à son actif, en vertu de sa capacité à mobiliser et à animer une vaste coalition, aidée aussi par la valeur symbolique et stratégique que constitue l'eau. Ainsi, à côté des dénonciations altermondialistes désormais classiques quant aux méfaits du néolibéralisme, nombreux sont ceux qui ont rejoint le mouvement de protestation : des élus locaux craignant de perdre le contrôle d'une ressource stratégique pour gouverner le territoire, des syndicats redoutant les effets sur les droits des travailleurs, notamment en raison de la restructuration inéluctable des entreprises de ce secteur selon une logique purement financière et managériale, des comités civiques dénonçant la prédation des eaux de source par l'industrie de l'eau en bouteille, des consommateurs soucieux des augmentations de tarifs, les écologistes, les ONG, les scouts et les paroisses refusant la marchandisation d'un don de Dieu, essentiel pour la vie humaine et des écosystèmes...

LE MOUVEMENT EST ANIMÉ PAR UNE PLURALITÉ DE REVENDICATIONS

Les partis politiques ont été les grands absents de ce mouvement. On peut l'expliquer par leur incapacité à saisir sa portée et à comprendre ses revendications ; mais il est également certain que l'antipolitisme sous-jacent à la protestation et l'allergie du mouvement face à tout leadership, qu'il soit institutionnel ou charismatique, a joué un rôle important d'exclusion des partis. Au-delà de cet antipolitisme apparent, on peut cependant déceler plus profondément la manifestation d'un renouvellement des conceptions et pratiques du politique, fait de nombreuses hybridations. Car si les «réseaux sociaux» ont joué un rôle indéniable pour mobiliser les électeurs à l'occasion du référendum, en surmontant le silence des médias officiels, la plupart des revendications contre la privatisation de l'eau a été promue en recourant à des moyens assez traditionnels : des cortèges et manifestations de rue, le jeûne de quelques prêtres missionnaires, d'innombrables conférences et débats publics, du lobbying auprès des élus locaux et nationaux. Ces actions ont été facilitées par l'implication de professionnels militants - juristes,

ingénieurs, économistes - qui ont aidé le mouvement à s'orienter dans les méandres d'une législation confuse et contradictoire, à apporter des informations et nourrir les dossiers, à élaborer des propositions de loi et des solutions institutionnelles alternatives. Par ailleurs, le mouvement a été l'occasion d'une revalorisation du local contre la caste nationale des affaires politiques et économiques : chacun des principaux partis politiques, le Parti Démocratique à gauche et la Ligue du Nord à droite, a connu en son sein ce déchirement entre partisans de l'eau publique, notamment chez les élus locaux et promoteurs de la délégation, en particulier parmi les membres du Parlement national. Le mouvement contre la privatisation de l'eau a donc contribué à restructurer la différenciation politique, rendant obsolète l'axe droite-gauche et en promouvant l'axe national-local. Cependant, le rôle des administrations locales est en réalité plus ambigu. Plusieurs municipalités et quelques régions se sont trouvées en première ligne dans la bataille contre la privatisation, pour soustraire leur eau au contrôle des multinationales et poursuivre leur propre stratégie, qui vise généralement à créer des «champions régionaux» de l'industrie de l'eau. Mais ces dernières années, les municipalités des grandes et moyennes villes du pays se sont lancées dans le Risiko² des restructurations et fusions d'anciennes entreprises municipales de gestion de l'eau, contribuant à la concentration par absorption de plus de dix milles gestionnaires en une poignée de sociétés multiutilities - Acea (Rome), A2A (Milano et Brescia), Iren (Torino, Genova, Parma et Piacenza), Hera (Bologna) - qui se partagent le marché italien.

A côté des municipalités, les principaux associés de ces compagnies sont des banques et des fondations bancaires italiennes, des groupes privés comme les françaises Suez et Veolia, des fonds d'investissement ainsi que des entreprises de construction. Ces sociétés représentent l'instrument d'un nouveau capitalisme municipal qui tente de surmonter les contraintes budgétaires et le diktat du pacte de stabilité européen et surtout de continuer à gérer la rente politique, économique et clientéliste que constitue la distribution de l'eau. Les opposants à la privatisation de l'eau dénonçaient précisément le fait que les élus locaux soient en situation de conflit d'intérêts, représentant à la fois des citoyens soucieux de la qualité du service et des actionnaires cherchant à maximiser le profit et la valeur du capital. Ils critiquaient la renégociation perpétuelle entre administration publique et gérant privé du contrat de délégation, qui ouvre nécessairement la voie à des arrangements et



LES CITOYENS ONT PRIS CONSCIENCE DE LA CENTRALITÉ DE L'EAU, «BIEN COMMUN»

les chevauchements entre positions professionnelles et positions de pouvoir (dans la politique, l'économie et la finance), source d'opacité des pratiques.

Ce sont ces ambiguïtés qui ont amené de nombreux citoyens à prendre conscience de la centralité de l'eau pour le gouvernement du territoire : ils ont été désorientés par la difficulté de retracer l'identité des acteurs contrôlant les services de l'eau, indignés par l'idée qu'ils en tiraient des profits significatifs et préoccupés par les conséquences de la logique managériale, notamment en termes d'augmentation des tarifs et de déclin de la qualité du service. Tous ces arguments se sont fondus pour former une économie morale de l'eau publique, «bien» redécouvert «commun», objet d'un «droit humain fondamental».

La dénonciation de l'illégitimité morale et politique du nouveau système s'est traduite par le développement de pratiques de dissidence : les citoyens ont certes continué à payer leur facture, mais ils l'ont fait à leur municipalité et non à la compagnie de gestion privée. Mais le mouvement a surtout été efficace au niveau de l'imaginaire politique, à travers le narratif d'une réinvention du territoire, avec le slogan «ni publique, ni privé, mais locale», ou à travers la célébration de fontaines publiques ou d'innombrables projets éducatifs destinés aux écoles, aux jeunes et aux associations. Cet effort a été très efficace pour transformer dans l'imaginaire populaire la lutte contre la privatisation de l'eau en une bataille paradigmatique contre la marchandisation de la vie et le démantèlement des services publics. Pour ne pas gaspiller le capital de militance ainsi constitué, le principal défi pour le mouvement est maintenant de traduire la victoire symbolique et politique en résultats concrets, dans un contexte marqué par la confusion du cadre normatif, les pièges cachés par la technicité des dossiers, les contraintes budgétaires et la pluralité des intérêts en jeu ■

1 Le référendum a également abrogé la disposition pour la reprise du programme nucléaire ainsi que la norme sur le «légitime empêchement», introduite l'année passée pour autoriser le Président du Conseil et les ministres, lorsqu'ils sont impliqués, à ne pas se présenter devant les juges et différer la séance du tribunal

2 Nom italien du jeu de société «Risk» qui partage de nombreuses caractéristiques avec le jeu de guerre

Les citoyens ont été désorientés par la difficulté de retracer l'identité des acteurs contrôlant les services de l'eau

L'ÉCLATEMENT DES MOBILISATIONS PROFESSIONNELLES À L'HEURE DU «20 FÉVRIER»

Le cloisonnement des revendications professionnelles, comme l'affirmation de leur caractère unique et légitime, laissent entrevoir une gestion corporatiste des acquis sociaux.

Par Montserrat Emperador Badimon
Doctrante à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence

L'année 2011 se caractérise par un nombre remarquable de conflits sociaux. Des grèves, menées par plusieurs corps professionnels depuis le mois de janvier, ont laissé transparaître un profond malaise à l'égard des modalités de gestion du monde professionnel. Ingénieurs du secteur parapublic, enseignants et médecins dénoncent la dévalorisation matérielle, symbolique et politique des conditions de régulation et de pratique de leurs métiers. Ces différents corps de métier se sont mobilisés de manière fragmentaire mais simultanée avant que leurs mouvements ne se durcissent, concomitamment aux actions menées par le Mouvement du 20 février (M20) et à l'adoption d'un «accord social»¹, considéré comme insuffisant au regard des revendications exprimées. Toutefois, la supposée spécificité de chaque secteur (enseignants, ingénieurs, médecins, etc.) a toujours été mise en avant pour légitimer des protestations séparées. Ces mobilisations sectorielles, menées sous la menace d'une politisation des revendications en cas de non-satisfaction des demandes professionnelles, ont été révélatrices de négociations corporatives des acquis sociaux.

Les raisons du mécontentement

L'année 2010 avait été parsemée de grèves de 24h ou 48h menées dans l'administration publique. En février 2011, une grève de greffiers, longue de plusieurs mois, est désactivée

suite à la promesse faite au personnel du ministère de la Justice de mettre en place un cadre statutaire particulier. Outre ces collectifs professionnels, d'autres corps de métiers ont rejoint les rangs des protestataires. Ainsi en est-il des ingénieurs des télécommunications, des médecins internes et résidents et des enseignants des collèges et lycées qui, tant par la durée de leurs grèves que par l'impact social qu'elles ont eu, ont manifesté de manière claire le refus de leurs conditions de travail. Un registre commun de dénonciation relie ces collectifs : considérant appartenir à une «classe moyenne en crise», tous dénoncent le mépris public de leurs compétences techniques, vecteurs de leur insertion sociale et politique.

Les ingénieurs de Maroc Télécom, en grève à plusieurs reprises depuis le mois de mars, dénoncent le gel prévu de leurs salaires à un moment où la compagnie «double ou triple ses bénéfices». Pour eux, il s'agit moins de pointer une distribution inégale des bénéfices que de déplorer les modalités de reconnaissance et de distinction, sur un plan symbolique et social, des personnels techniques ayant participé à la réussite collective. La précarisation du statut des ingénieurs illustre le rapprochement de leurs conditions de travail avec celles des salariés moins qualifiés de la compagnie, soulignant par là même une perte d'autonomie dans leur pratique professionnelle.

Un malaise analogue est ressenti par les médecins



AIC Press

Les enseignants manifestent l'impossibilité de «former les élèves à la citoyenneté alors que leur dignité professionnelle n'est pas assurée»

internes et résidents, dont les conditions de travail (non reconnaissance du statut de docteur, absence d'assurance maladie publique et fonctionnarisation tardive) ne sont pas seulement dénoncées comme facteur de stress personnel et matériel, mais en ce qu'elles sont symptomatiques de leur marginalisation au sein des instances de régulation de la profession.

Même son de cloche parmi les enseignants qui manifestent l'impossibilité de «former enfants et adolescents à la citoyenneté alors que leur dignité professionnelle n'est pas assurée». Ils considèrent que les blocages à la promotion interne et le gel de leur salaire les mènent à la précarité tant matérielle que morale. Une situation qui attesterait, selon les concernés, de l'existence d'un «complot» contre la mission éducative ainsi que de la prévalence d'une politique prédatrice, prisonnière du court-terme et indifférente aux éventuelles retombées sociales.

Ces trois corps expriment un fort attachement à l'utilité sociale de leur métier. Celui-ci serait mis à mal par l'adoption de normes de gestion (dans la lignée du New Public Management et de ses priorités financières) dans des secteurs d'intérêt social (tels la santé, l'enseignement ou les communications) et mépriserait le professionnalisme de ces corps. Dans le cas d'une entreprise privatisée (Maroc Télécom), la logique dénoncée est celle de l'accaparement des ressources à des fins privées. Pour les départements ministériels de santé et d'enseignement, c'est la logique de choix budgétaires soumis à d'autres impératifs que

ceux relevant de l'intérêt général, tel que le conçoivent les protestataires, qui est critiquée. Une double dénonciation se fait jour à travers la mobilisation des métiers : l'État malmène la société en la «délestant» des professionnels dont elle a besoin.

Modes d'articulation du mécontentement

L'accord signé le 26 avril 2011 stipule une revalorisation salariale de six cents dirhams pour l'ensemble des fonctionnaires et des agents des collectivités locales, une augmentation du SMIG de 15% et une augmentation des pensions de retraite les plus basses à mille dirhams. De même, le délai minimum de promotion interne au sein de la fonction publique est réduit à cinq ans. Mais ces mesures ont rapidement été décriées, certains y voyant la faiblesse des syndicats vis-à-vis du pouvoir central.

Trois logiques cristallisent l'opposition à cet «accord social». La première émerge de tendances dissidentes au sein des organisations signataires. Elles expriment ouvertement leur mécontentement à travers des communiqués diffusés sur les réseaux sociaux. Si ces contestataires poursuivent les grèves, ce n'est pas seulement pour dénoncer le caractère insuffisant des mesures accordées (à l'instar des syndicats majoritaires du secteur des télécommunications) mais pour rendre évidentes les fractures à l'intérieur de leurs organisations. La deuxième logique résulte d'une intensification des protestations venant de secteurs encadrés par des syndicats exclus du dialogue social -





AIC Press

Les médecins demandent la reconnaissance de leur mission sociale

à l'instar des employés des collectivités locales et du département de santé affiliés à l'ODT. La dernière logique provient de secteurs s'estimant lésés par les cinq syndicats majoritaires lors du «dialogue social». C'est notamment le cas des médecins résidents et internes et des enseignants de l'enseignement primaire qui prônent une intensification des protestations ainsi qu'une re-syndicalisation des collectifs.

Après avoir fait grève plusieurs jours en 2003 ainsi qu'au cours de l'année scolaire 2007/2008 (trois jours de grève tous les mois, cela pendant dix mois), les enseignants de l'Éducation nationale au statut correspondant à l'échelle 9, battent à nouveau le pavé en mars 2011. Logistiquement soutenus par l'ODT, les enseignants dénoncent «leur abandon», par les syndicats majoritaires, lors des négociations du dialogue social. En tête de leurs revendications : la promotion interne, une disposition envisagée par le statut de la fonction publique et sanctionnée par l'accord du mois d'avril, mais pas appliquée de manière systématique. Or, le passage de l'échelle 9 à l'échelle 10, s'il est synonyme de revalorisation salariale, symbolise surtout la reconnaissance de leur mission sociale.

Les médecins résidents et internes revendiquent, quant à eux, l'équivalence de leur diplôme avec le niveau de doctorat et la reconnaissance du statut de fonctionnaire depuis la première année de résidence ainsi que l'amélioration de leur système de protection sociale et

sanitaire. Deux manifestations, menées les 5 et 27 mai, ont particulièrement retenu l'attention des médias, à cause de leur caractère massif² et inattendu.

La violence policière qui s'en est suivie a non seulement contribué à renforcer leur mouvement mais aussi à justifier l'arrêt de l'activité des CHU pendant plusieurs jours. Les actions ont été conduites par une structure de coordination, appelée Commission nationale des médecins internes et résidents, sous la houlette du Syndicat autonome des médecins du public, indépendante des principales centrales syndicales.

Les modes de protestation déployés par les enseignants et les médecins jouent sur l'imaginaire et sur les implications concrètes que revêtent leurs missions d'utilité sociale : les médecins ne soignent plus leurs patients et à quelques semaines des épreuves du baccalauréat, les enseignants ne forment plus leurs élèves. Les deux collectifs comptent sur le fait que leur mission reste objectivement stratégique et ce, en dépit d'une faible capacité d'influence sur l'organisation politique de leur profession. Pour ces acteurs, il n'y a pas remise en cause de leur mission (certains critiques les accusent de faire du «chantage social») mais bien plutôt instrumentalisation de leur position pour défendre leur métier.

LES REVENDICATIONS SECTORIELLES SONT PERMÉABLES À UNE DÉNONCIATION PLUS GÉNÉRALE

La variable «20 Février» et la fragmentation indépassable

Malgré cette trame argumentaire commune, les collectifs d'enseignants, de médecins et les cadres du secteur des télécommunications veillent à se distinguer les uns des autres. La construction de différences intersectorielles éloigne également ces protestations de la dynamique du M20, jugée «politique» et déviante vis-à-vis de la spécificité des «revendications professionnelles».

Pourtant, le «20 Février» trouve des échos, certes partiels et temporaires, dans la conflictualité dans le champ du travail, et ce faisant y est relativement performatif. La coïncidence temporelle des mobilisations professionnelles et de la protestation politique est frappante. Les travailleurs en



AIC Press

Au Maroc, la gestion matérielle du mécontentement social est un mode éprouvé

grève évoquent sciemment cette coïncidence pour entretenir l'ambiguïté des rapports entre les deux types de dynamiques : s'agit-il d'une simultanéité accidentelle ou d'une synchronisation intentionnée ? L'enjeu est de contourner les accusations dépeignant les travailleurs comme des «chevaux de Troie» du M20 - ou, pire encore, des sujets passifs récupérés par ce dernier - tout en profitant du climat d'opportunité, collectivement entretenu par la multiplicité des protestations.

Par ailleurs, les corps de métier en grève font valoir comme gage de légitimité et preuve de leur volonté conciliatrice vis-à-vis du gouvernement, les termes strictement professionnels de leurs revendications ; une bonne volonté susceptible de disparaître en cas de non satisfaction de ces demandes. «Ghayzidou fil matalib» est une idée qui revient souvent dans le discours des travailleurs mobilisés et elle revêt deux sens : celui du prolongement des actions menées et celui d'une perméabilité des revendications sectorielles à une dénonciation plus générale. Autrement dit, les salariés menacent les pouvoirs publics de remplacer leurs revendications salariales et statutaires par des revendications plus politiques qui expliciteraient les liens entre droits professionnels particuliers et droits politiques collectifs. Autrement plus subversive puisqu'elle mettrait directement en cause l'ordre politique, cette protestation pourrait ainsi déboucher sur une coordination entre les différents secteurs professionnels, ou entre ceux-ci et d'autres acteurs de la scène politico-protestataire.

Cette menace a aussitôt été désactivée par la reprise des négociations bilatérales entre le gouvernement et les corps professionnels. De fait, les professionnels de la santé ont mis fin à leur grève début juillet, suite à un accord conclu avec leur ministère de tutelle reconnaissant partiellement la promotion statutaire des médecins internes et résidents. Loin d'être inédite au Maroc, la gestion matérielle du mécontentement social est un mode éprouvé. Le traitement public du dossier des diplômés chômeurs fournit un exemple durable de régulation de la protestation par le biais de récompenses tangibles et symboliques (en l'occurrence, des postes d'emploi dans la fonction publique). Si ce mécanisme a pour effet d'entretenir le souffle des protestations, celles-ci tendent à faire preuve de retenue. Paradoxalement, le fait que les travailleurs agitent la menace du «décloisonnement» et de la politisation des mobilisations professionnelles paraît révéler l'ancrage d'une gestion corporatiste de la question sociale. Ce faisant, les travailleurs sanctionnent le caractère unique, non transférable des griefs qu'ils subissent, et justifient ainsi la légitimité de leur mobilisation. Le scénario d'un front commun interprofessionnel ou d'une grève générale semble donc improbable ■

1 Concerté entre les cinq syndicats considérés comme majoritaires (UMT, CDT, FDT, UGTM et UNTM) et le gouvernement

2 Selon les chiffres évoqués dans la presse, la manifestation du 5 mai aurait rassemblé un millier de médecins, et celle du 27, 8 000

3 Ils vont surenchérir

LA COURSE À EL KHOBZA

En Tunisie, corruption, racket, prébendes ont longtemps constitué les étapes obligées d'une économie de la débrouille. Jusqu'au moment où, empiétant sur la dignité des gens, ils ont cessé d'être considérés comme acceptables. Décryptage d'une révolution.

Par Hamza Meddeb
Docteurant CERI-Sciences Po, Paris

La révolte de Sidi Bouzid, qui a été le point de départ de la révolution tunisienne du 14 janvier 2011, s'insère dans une suite de mouvements protestataires qui ont secoué la Tunisie depuis quelques années. Ces mouvements sociaux ont été avant tout le fait des jeunes, de cette génération de la débrouille contrainte de vivre d'expédients et de petits boulots. Le gouvernement tunisien en était bien conscient lui qui avait décrété l'année 2010 «Année de la jeunesse» et dont le slogan prémoniteur était «une jeunesse capable de relever les défis»...

Les difficultés quotidiennes de l'économie de la débrouille

Les emplois dans les centres d'appel, le travail intérimaire ou précaire marqué par une suite sans fin de contrats à durée déterminée et la participation à l'économie de débrouille constituent, pour la très grande partie de ces jeunes, diplômés ou non, les seules modalités d'insertion dans le marché du travail. Leur quotidien est «un provisoire qui ne cesse de durer¹» et il cristallise d'autant plus le rejet et le mécontentement que cette «débrouille» est vécue comme le produit de mécanismes d'insertion biaisés par la corruption et le clientélisme. Chômeurs, travailleurs suppléants, jeunes diplômés précaires, ouvriers intérimaires, vendeurs à la sauvette, contrebandiers, petits trafiquants ou marchands ambulants, migrants mais aussi retraités en manque de revenus, mères de famille tentant de compléter les revenus insuffisants du foyer, petits



DR
Pour nombre de Tunisiens, le quotidien est «un provisoire qui ne cesse de durer»

fonctionnaires ou salariés ne réussissant plus à subvenir aux besoins de la famille sont les principales figures de ce que les Tunisiens appellent la «course à el khobza» (yejri 'al khobza - la course au pain). Pour eux, cette course est la seule manière de bénéficier d'une sécurité économique, de participer à la consommation et aux modes de vie modernes. Elle reflète un quotidien fait de labeur, de privations mais également d'incertitudes et d'insécurité : il faut simultanément faire preuve de ruse et être capable d'«encaisser» les tracasseries qui ponctuent le quotidien ; accepter un emploi déclassé, précaire et sous-payé ; jongler avec l'endettement et se débrouiller en vivant en marge de la légalité ; être perpétuellement susceptible d'être puni, racketté ou dénoncé.

Courir derrière el khobza nécessite beaucoup d'efforts et d'obstination mais aussi la mobilisation d'«arts de faire» avec les forces de l'ordre, ce qui revient à mettre en place des arrangements et à monnayer les pouvoirs. L'accès différencié à des sources d'accumulation dépend de la capacité des différents acteurs à domestiquer les violences policières : les acteurs de la débrouille acceptent de payer, s'accommodent des prébendes, voire œuvrent à mettre en place de tels arrangements parce que la relation à l'Etat

LA COURSE À EL KHOBZA REFLÈTE UN QUOTIDIEN FAIT DE LABEUR

est fondamentale pour poursuivre ces trafics et perpétuer les activités informelles. L'Etat incarne la sécurité et la subsistance, non par la redistribution proprement dite, mais par la protection et la sécurisation des profits ainsi que par l'accès aux sources d'accumulation. Parce que l'économie de débrouille est un haut lieu de concurrence et de conflit (autour des parts de marché, de l'élimination de rivaux ou de la définition de rapports privilégiés avec des fournisseurs et des agents d'autorité), le pouvoir (Etat, parti) peut s'insérer dans les rouages de la course à el khobza. La protection des profits suppose l'existence de barrières à l'entrée pour empêcher l'arrivée massive des classes populaires et moyennes paupérisées tentées par les revenus générés par cette économie «trafiquante» : la généralisation de ces pratiques risquerait de léser l'ensemble des acteurs établis, car «si tout le monde y participe, personne ne pourra

manger el khobza». Dès lors, les dîmes, les prébendes, les arrangements aux postes frontières et les licences distribuées par le RCD (l'ancien parti unique) façonnent une économie des droits d'entrée illicites qui joue sur la concurrence, la compétition et les rivalités entre les acteurs ; en protégeant el khobza des uns, ils en privent forcément d'autres.

En intégrant les règles du jeu du régime, les acteurs de l'économie de débrouille arrivent cependant à apprivoiser les contraintes qui jalonnent leur course à el khobza. Ils tentent de braconner dans la forêt de contraintes pour faire des «coups». Les commerçants de souks libyens payent les agents de la police municipale (taratib) pour éliminer les vendeurs à la sauvette et accaparer le coin de la rue ; les trafiquants envisagent les dîmes versées et les licences délivrées par le parti comme des moyens de dompter la violence policière, notamment lors des fouilles et des contrôles aux barrages ; les passeurs s'arrangent avec des gardes-frontières sous-payés et obligés de se payer sur les candidats au départ ; les jeunes diplômés payent un «piston» (wasta) pour avoir un emploi ou être titularisé dans la fonction publique. Les prébendes et les dîmes ponctuent les différentes étapes des activités économiques de la débrouille. Les acteurs de l'économie de débrouille qui ne peuvent se prévaloir d'une proximité avec le pouvoir, de carte du parti ou d'«épaulement» (piston) au sein de l'administration pour les protéger n'ont d'autre choix que de payer pour manger el khobza.

La révolte contre les logiques socio-politiques de l'insertion par la débrouille

C'est la conscience d'être constamment brimé, poussé aux marges et condamné à mener une existence dépourvue de dignité qui a alimenté la révolte puis la révolution. Les acteurs de l'économie de débrouille ont alors questionné les logiques de prélèvement et de régulation et partant leur relation à l'Etat. Dans la Tunisie de Ben Ali, il fallait payer pour tout : payer des hauts responsables dans l'administration ou des membres des «clans» pour trouver un emploi dans la fonction publique, payer l'omda pour avoir une attestation et déposer le dossier de boursier, pour éviter la conscription militaire, pour avoir une carte d'handicapé et même pour toucher les aides distribuées par le RCD, payer le policier pour faire entrer, acheminer et vendre la marchandise dans les souks, payer le bureaucrate pour accélérer une procédure ou obtenir une autorisation, payer un intermédiaire pour avoir un emploi dans le secteur privé. La diffusion du racket à tous les échelons de l'administration et la violence des prélèvements a mis en évidence la chaîne





La banane était devenue le symbole de la prédation car son importation était réservée aux membres des clans proches de l'ancien président

de prédation qui s'était enchevêtrée dans la course à la survie. La corruption et le racket ont cessé d'être considérés comme normaux et acceptables à partir du moment où ils ont empiété sur la dignité des gens en leur volant non seulement leur pain mais surtout en leur «mangeant leur sueur». Cette expression populaire tunisienne reflète le sentiment d'injustice et la violence des rapports de prédation et d'exploitation. Incarnant le labeur et la dignité, la sueur est indissociable de l'estime de soi qui passe notamment par la capacité à gagner honnêtement el khobza, à s'arracher dignement de la pauvreté et de l'indigence, à se faire respecter et reconnaître. A partir du moment où la violence est devenue première dans les relations de la course à el khobza, où elle est devenue explicite, elle a alimenté l'amertume, le sentiment de mépris et d'abaissement à la base de la révolte.

La révolte de ces Tunisiens est aussi le produit de l'accumulation de frustrations, du désenchantement, de l'humiliation (hogra) et de la crise suscitée par l'absence d'avenir. L'incapacité de bénéficier d'un dû qu'on estime mériter et dont on a été privé parce que ne faisant pas partie des «élus» ou des «privilegiés» a généré un sentiment d'injustice d'autant plus fort que les politiques de redistribution s'amenuisaient avec l'essoufflement du «modèle» dualiste de développement, l'étiollement des ressources clientélares, l'emballage du racket et la disparition d'un égalitarisme moral prôné par l'Etat bourgeois. Modalité parmi d'autres de la course à el khobza, l'émigration clandestine (harga) - avant et de façon concomitante à la révolte - doit aussi être comprise comme une tentative de s'affranchir d'une condition que l'on juge

inacceptable, de défier le mépris des puissants dans une ultime tentative d'émancipation.

En se rassemblant au lendemain de l'acte désespéré de Bouazizi devant le siège du gouvernorat, les manifestants cherchaient moins à affronter l'Etat qu'à contester ses modes de gouvernement jugés indignes. Les premiers rassemblements avaient d'ailleurs réuni des jeunes marchands de fruits et légumes qui brandissaient des bananes. Ce geste n'était pas anodin : la banane est le symbole de la prédation qui a accompagné la libéralisation, puisque son importation a été exclusivement réservée aux membres des «clans» proches de l'ancien président Ben Ali. Ce faisant, la population pointait du doigt le décalage indécent entre les efforts et les sacrifices quotidiens endurés par les «petites gens» pour gagner el khobza en vendant avec la sueur de leur front des bananes, et les fortunes amassées frauduleusement par les importateurs de ce fruit. De cette mobilisation a fusé la première revendication de la révolte : un partage équitable des richesses nationales entre groupes sociaux et entre régions du pays. Cette revendication a été le point de départ du «passage au politique» de ces populations. Ce mouvement a progressivement repoussé les limites du politiquement possible, et s'est affirmé au fil des semaines d'affrontement, alimenté notamment par la brutalité de la répression et la facilité avec laquelle les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur les manifestations pacifiques. Cette expression ultime du mépris (hogra) a donné sa dynamique à la révolte. Leur vie ne valait vraisemblablement pas grand-chose pour le régime de Ben Ali et dès lors ils n'avaient plus rien à perdre ■

1 Cette expression et les suivantes sont tirées d'entretiens réalisés entre 2007 et 2010 dans le cadre de ma thèse

ÉCONOMIE POLITIQUE DES MOUVEMENTS DE DÉSHÉRITÉS

La transformation des revendications sociales en revendications démocratiques représente l'enjeu majeur de la situation politique marocaine.

Par Omar Aloui
Économiste, consultant

L'équilibre social et les moyens d'existence de la population ont été assurés, au cours des premières décennies du Maroc indépendant, par l'extension du champ du travail rémunéré (production marchande et salariat) en

articulation avec des mécanismes de protection gérés par les réseaux traditionnels (familles, collectivités, clans), ou construits par l'Etat à travers le contrôle de l'accès aux rentes (ressources naturelles, emplois publics, droits préférentiels).

Suite aux réformes libérales et politiques engagées depuis la fin du règne de Hassan II, ces rapports sociaux ont été atteints dans leurs fondements. D'une part, la privatisation de pans entiers de l'économie a réduit la sphère économique directement gérée par le pouvoir politique. D'autre part, le recours massif à la formule du partenariat public-privé pour la réalisation des grands projets a requis la mobilisation de ressources foncières et la dépossession de leurs usagers. Enfin, le souci de renouvellement du personnel politique a été acheté au prix d'avantages ciblés sur les territoires administrés par les «proches». De sorte qu'in fine, les supports économiques du statu quo social (accès aux ressources naturelles, emplois publics, droits préférentiels) se sont réduits comme peau de chagrin, faisant apparaître des groupes sociaux laissés-pour-compte.

Ces nouvelles figures de la revendication sociale, qui se considèrent comme les déshérités du Makhzen, sont représentés notamment, mais non exclusivement¹, par les

filles de mineurs en chômage qui entravent les exportations et occupent les bureaux de l'OCP pour réclamer un emploi dans l'entreprise publique ; les diplômés qui bloquent les gares à Nador ou à Safi, les routes à Tinghir, pour revendiquer un accès prioritaire à l'emploi public dans leur ville ; les femmes appartenant aux familles ayant des droits sur les terres collectives, qui manifestent devant le Parlement pour modifier les règles de compensation, en cas de vente des terres ; ou les familles résidant dans les provinces sahariennes installées dans un camp provisoire, le temps de demander un accès privilégié au logement social. Actuellement, ces mouvements se distinguent par un positionnement politique ambigu, voire paradoxal, interpellant le Makhzen dans sa fonction de tuteur² pour résoudre leur problème d'accès aux moyens d'existence, tout en se réclamant de principes antinomiques tels que l'égalité ou la répartition équitable des richesses, principes révolutionnaires par excellence. De ce fait, et malgré l'accalmie obtenue grâce à la réactivité de la réponse officielle empreinte de «compassion» envers ces groupes sociaux, la convergence entre ces mouvements et ceux réclamant le changement démocratique n'est pas exclue. Tout dépend de la capacité du Makhzen à apporter les innovations majeures que requiert la gestion de cette nouvelle question sociale, tout en préservant les acquis de ses anciens défenseurs. La transformation des revendications sociales en revendications démocratiques représente l'enjeu majeur de la situation politique



marocaine. Paradoxalement, elle prend à rebrousse-poil une gauche politique, embourbée dans une stratégie de réformes consensuelles des institutions.

Economie des mouvements des déshérités

Les groupes des déshérités sont formés par les populations anticipant un déclassement social (prolétarianisation), du fait de la rupture du contrat implicite qui les liait aux pouvoirs de tutelle. Ils déploient des actions ciblées envers les autorités, supportées par un récit qui parle aux familles et à la société locale, tout en se réclamant des principes universels d'égalité auxquels sont plus particulièrement sensibles les acteurs extérieurs au territoire. C'est ainsi que les droits particuliers ou préférentiels réclamés ont été rattachés aux souffrances des années de plomb (Tinghir), aux traditions de l'industrie minière (Youssoufia), au contrat moral liant les détenteurs de diplômes avec l'Etat, aux droits des locaux à recevoir une part des rentes générées par l'exploitation des ressources naturelles (Sidi Ifni), ou à la revendication de la modification des conditions d'accès à la terre de statut collectif dans le sens d'un droit égal des hommes et des femmes et non plus des seuls hommes lors du versement des compensations liées à des mesures de reconversion foncières (mouvement des soulaliyates). Dans leur ensemble, les mouvements demeurent sur un registre loyaliste, ne recherchant pas la mise en place de coordinations horizontales constitutives d'une menace politique pour le pouvoir central. Parallèlement, les slogans affichés lors des manifestations et des récits rapportés par les réseaux sociaux font directement et fortement référence aux principes de droit, d'égalité, d'équité et de pitié, plus aptes à mobiliser le soutien venu de l'extérieur.

Du point de vue territorial, ces mouvements sont concentrés dans les centres urbains de taille petite à moyenne, dans lesquels les opportunités d'emploi sont réduites et où le temps consacré aux manifestations n'a que peu de valeur, contrairement au coût d'opportunité dans les métropoles. Du point de vue opérationnel, ils situent leurs actions en dehors des normes de l'action revendicative classique et de la doléance (chikaya)³, en ayant recours aux sit-in, aux menaces d'immolation, à l'usage des tee-shirts ou de la communication sur le net. Ils choisissent d'agir sur un terrain sensible pour les représentants locaux du Makhzen, se dotent de leaders indépendants et négocient selon des modalités «participatives», qui les poussent souvent à des compromis proches du plus petit dénominateur. Ce profil de revendications sociales, appelant aux droits préférentiels,

localisés et dispersés, reproduit en quelque sorte le modèle du social fabriqué par le Makhzen, dans lequel les avantages sont «octroyés». En dépit du double référentiel, les mouvements sociaux semblent plutôt s'adresser à la volonté et la capacité du Makhzen à trouver des solutions ad hoc. On comprend mieux, dans ces conditions, pourquoi le pouvoir politique a été tenté de gérer ces crises sociales selon les méthodes du passé et l'embaras d'une gauche obnubilée par la réforme des institutions.

Gestion makhzénienne des revendications des déshérités

La priorité dans la gestion des crises a été donnée au maintien de la primauté du rapport makhzénien conçu comme rapport de protection/exclusion, que ce soit vis-à-vis des agents ou des déshérités. C'est ainsi que le pouvoir n'a pas réagi en considérant ses subordonnés au plan local ou régional comme responsables des débordements, à l'exception du cas des provinces du Sud. Par ailleurs, les mesures prises en faveur des diplômés, des fils de

LES DÉSHÉRITÉS SONT FORMÉS PAR LES POPULATIONS ANTICIPANT UN DÉCLASSEMENT SOCIAL

mineurs, des soulaliyates et des familles sahraouies sont des arrangements ad hoc, constituant la plupart du temps des mesures en faveur des personnes physiques et/ou des mesures de caractère administratif, sans portée juridique (circulaires). En échange de ces mesures, les bénéficiaires renoncent à la poursuite des mouvements revendicatifs de manière implicite ou explicite dans les procès-verbaux des négociations.

Ainsi, dans le cas des diplômés chômeurs, le gouvernement a décidé de recruter directement sur titre les 4304 chômeurs diplômés (master et plus) inscrits dans les listes des associations de chômeurs, en dérogation aux dispositions de la loi des finances et aux procédures de recrutement dans la fonction publique qui n'est censée recruter que par concours. Pour ce qui est du conflit mené par les fils de mineurs, les autorités locales sont intervenues directement en faveur de l'adoption de critères de jugement des

demandes d'emploi «favorables» aux manifestants. En ce qui concerne les soulaliyates, le gouvernement a produit une circulaire partiellement appliquée, incluant les femmes dans la liste des héritiers compensés, en cas de vente des terrains appartenant aux collectivités ethniques dont elles font partie.

In fine, les mesures prises ne sont rien d'autre que des «primes» distribuées aux groupes des déshérités en échange de la reconnaissance du primat du pouvoir du Makhzen. Cette gestion permet au pouvoir politique, sans changer la règle du jeu, d'élargir la clientèle de ses défenseurs, ou du moins de ceux qui lui sont redevables, tout en ménageant les soutiens des élites.

L'embarras de la gauche et le devenir des revendications

Les partis politiques de la gauche ont perdu leurs repères dans le mouvement social, au fur et à mesure de leur intégration dans le jeu institutionnel. Du coup, ils ont eu du mal à suivre ces mouvements et encore plus à les soutenir. Les partis de gauche considèrent que la question sociale ne peut être résolue sans réformes démocratiques. En ce sens, ils privilégient les revendications sur le terrain de la réforme des institutions et négligent le terrain des revendications sociales. Or, seule la mobilisation des déshérités à la recherche de droits sociaux pourrait modifier les rapports de force politique et obliger les nantis à concéder les changements démocratiques. La gauche semble ainsi s'être dépossédée elle-même d'un levier important d'action et d'influence. Quant aux syndicats contrôlés par les salariés du secteur organisé de l'économie (public et privé), ils n'ont ni les moyens, ni la culture pour encadrer les mouvements des exclus.

Cette divergence stratégique a fait de ces mouvements des acteurs sans tutelle partisane ou syndicale, soutenus certes par des organisations internes et internationales, des acteurs porteurs d'incertitude dans le jeu politique. De par leur positionnement paradoxal interpellant le Makhzen dans sa fonction de tuteur tout en se réclamant de principes antinomiques basés sur le droit, le devenir des mouvements revendicatifs des déshérités représente un enjeu de taille dans les rapports de force politiques. Deux tendances s'opposent. Le premier scénario est celui de la convergence entre ces mouvements et le projet de renouvellement du Makhzen en tant que gestionnaire de rapports sociaux basés sur de nouveaux droits préférentiels. La réalisation de ce scénario s'appuie sur trois éléments plutôt favorables. D'une part, le nouveau patron de la politique marocaine semble capable, depuis la création du PAM, de négocier avec le chef de l'Etat les conditions d'une mise en œuvre de ces

nouveaux droits préférentiels. D'autre part, les nombreux compagnons de route du PAM et de son patron paraissent pouvoir produire une justification politique «acceptable». Enfin, des possibilités d'instrumentaliser les mouvements revendicatifs semblent exister, à l'instar de ce qui se passe en Chine dans la gestion des conflits sociaux⁴. La thèse que Lorentzen énonce est la suivante : «Là où il existe des restrictions à la liberté d'information et à la compétition politique, les mouvements de protestation, gérés convenablement, sont des événements que les régimes en place peuvent mettre à leur service». La gestion intelligente de la protestation devient un instrument de contrôle de la «corruption d'en bas», de l'agenda politique et du recrutement de nouveaux soutiens.

Ceci étant, les dirigeants ayant réussi à mener les réformes économiques et sociales de cette ampleur «sans douleur» sont rares. La littérature retient l'exemple chinois avec Deng Xiaoping qui a utilisé de manière subtile les outils du Plan pour amortir les chocs de l'ouverture⁵. Or, la réponse apportée jusqu'à présent, formée par la réforme constitutionnelle et l'augmentation de dépenses publiques mal orientées, ne semble pas encore à la hauteur des enjeux cités. Le deuxième scénario est donc celui dans lequel la gestion des conflits n'arrive pas à se départir des réflexes du passé, ce qui ne fera qu'encourager les mouvements similaires, dans un engrenage qui peut durer et porter atteinte à la crédibilité des engagements du Makhzen. Le retour au calme devient alors impossible, sans réformes en mesure de rétablir la crédibilité du pouvoir politique. On tomberait, dans ce cas, dans le schéma de rupture, décrit et analysé par Acemoglu et Robinson⁶ dans lequel une partie des élites, ayant peur de tout perdre, admet de partager le pouvoir avec le peuple en acceptant les règles de la démocratie ■

1 Les sources informées parlent de pics de la fièvre sociale atteignant jusqu'à 300 manifestations par jour

2 Robert Castel dans «Les métamorphoses de la question sociale» consacre un chapitre justement au passage de la tutelle au contrat, comme formule de sociabilité primaire

3 Traditionnellement, et jusqu'à la fin des années 1980, des représentants de microcollectivités locales glissaient des suppliques au cours des cérémonies présidées par le chef de l'Etat, ou s'installaient en campements revendicatifs dans l'enceinte du Mechouar, et c'était surtout des conflits fonciers qui étaient au centre des protestations

4 «Regularized Rioting : Informational Mechanisms in an Authoritarian State», NBER, 2005

5 Reform without Losers : An Interpretation of China's Dual-Track Approach to Transition. Lawrence J. Lau, Yingyi Qian, Gerard Roland

6 Economic origins of dictatorship and democracy, Daron Acemoglu, James A. Robinson

LA JEUNESSE, NOUVELLE CLASSE SOCIALE ?

Subordonner la formation aux exigences du marché du travail, en s'abritant derrière le concept néolibéral d'employabilité, permet aux acteurs économiques d'offrir aux protestataires les conditions de travail qu'ils dénoncent. Retour sur un paradoxe.

Par Irene Bono
Docteur en Sciences Politiques, université de Turin

Récemment interrogés sur leurs attentes quant au changement de Constitution, un échantillon de Marocains âgés de 15-29 ans a majoritairement affirmé son souhait de voir «augmenter les opportunités d'emploi pour les jeunes». La préférence exprimée fut commentée dans les termes suivants par le journaliste : «On le voit bien, nos jeunes n'ont ni les outils ni les mots pour en mener large sur des concepts qui servent à qualifier la vie publique... Mais qu'enseignent donc les professeurs à leurs élèves?!» Le sarcasme de ce commentaire - qui trahit une vision du politique proche du paternalisme et cantonnée à de grands concepts abstraits - met malgré tout en évidence un élément fondamental à la compréhension des transformations en cours : la conception de la jeunesse est en train de changer. Un jeune, au Maroc, c'est traditionnellement «quelqu'un qui vit encore chez ses parents». L'organisation d'un tel sondage, ses résultats, et les commentaires du journaliste révèlent de façon éclairante comment le Mouvement du 20 février et les débats qu'il a suscités ont renouvelé les significations associées à la «jeunesse» dans le langage courant, sans pour autant que ces transformations soient prises en compte dans le débat politique. D'Oussama El Khlifi, l'un des plus médiatisés initiateurs de l'appel à manifester, nous avons certes appris par la presse nationale et même internationale qu'il habite à Salé à la maison de son père, mais surtout que, à 25 ans, avec un diplôme d'une école privée d'informatique il a enchaîné de petits boulots



AIC Press

Au Maroc, un jeune est traditionnellement «quelqu'un qui vit encore chez ses parents»



AIC Press

Qualifier les individus mobilisés de «jeunes» sous-entend davantage un problème d'emploi que d'autonomie dans la société

sans avoir encore trouvé un emploi stable². Autrement dit, les «jeunes» à la une de l'actualité marocaine ne sont pas seulement ceux qui «habitaient encore chez leurs parents», mais aussi et surtout ceux qui étaient en quête d'un emploi stable, ou à la recherche de la meilleure voie pour accéder au marché du travail.

Qualifier les individus mobilisés de «jeunes» - appellation aussi bien revendiquée par ceux qui protestent que par ceux qui sont la cible de leurs récriminations, par les détracteurs de ce mouvement et par les observateurs - sous-entend désormais davantage un problème d'emploi et de formation qu'un problème d'autonomie et de hiérarchie dans la société. Les revendications sociales autour de l'emploi et de l'éducation sont certes ancrées dans une critique radicale des modalités de gestion des services publics, considérés comme désastreux, mais trahissent aussi une demande parallèle de renouvellement de la mission du «public», par la prise en charge des besoins sociaux essentiels.

La privatisation de l'enseignement comme assurance d'employabilité

Les mouvements sociaux actuels offrent un angle d'observation inédit sur le lien entre emploi et éducation, et plus précisément sur la vision utilitariste de la formation caractéristique du néolibéralisme, dans laquelle l'éducation est conçue de façon subordonnée par rapport aux demandes

du marché de travail. Le débat sur l'adéquation des profils des diplômés par rapport aux exigences du «marché» est revenu au centre des débats publics au début de l'année : les déclarations se sont multipliées sur la possibilité de créer rapidement des emplois, à condition d'améliorer et de transformer radicalement les conditions de formation des jeunes. Tel est par exemple le cas du secteur textile qui estimait que 20 000 nouveaux postes auraient pu être créés si la formation avait été adaptée³. Depuis des années les industriels affirment ne pas trouver les «profils adéquats» pour les emplois qu'ils proposent alors que des milliers de jeunes diplômés ne trouvent pas de travail.

Les pouvoirs publics ont traditionnellement répondu à cette demande d'adéquation au marché de travail en favorisant le développement de systèmes d'enseignement privés bien que leur origine au Maroc n'est pas liée à ce souci d'employabilité : les premières «écoles libres», durant le protectorat, entendaient assurer aux fils des nationalistes une éducation politique, tout à la fois «moderne» et «ancrée dans l'identité nationale». Le second temps de développement du secteur privé d'enseignement, lui aussi déconnecté des questions d'emploi, date de la politique d'arabisation de l'enseignement (1975 - 1980) : cette dernière ne fut pas accompagnée de ressources pédagogiques adéquates, selon les arguments avancés par ceux qui cherchent dans le privé un «enseignement de qualité». La réponse de l'Etat, entre la fin des années 1980 et le début



des années 1990, fut donc d'homologuer certains instituts de formation privés, et d'établir une équivalence entre la formation publique et ces derniers, notamment des écoles étrangères (françaises pour la plupart). Ce n'est qu'au cours des années 1990, avec la contraction de l'emploi public et avec la montée en puissance du mouvement des diplômés chômeurs, que la question de la formation a commencé à être liée à celle de l'employabilité. A partir de cette date, le secteur de l'enseignement privé connaît une croissance extraordinaire, en passant de quelques dizaines d'établissements à la fin des années 1980 à plus de 5 000 en 2010. Aujourd'hui, dans la région du Grand Casablanca, presque un tiers des élèves du cycle primaire sont inscrits dans le secteur privé, ainsi que 12% des étudiants du collège et 14% des étudiants du lycée. Ces pourcentages atteignent des niveaux surprenant dans le domaine du préscolaire, où 92% des enfants sont inscrits dans le privé⁴.

IL Y A UNE VOLONTÉ DE TRANSFORMER UN CHÔMEUR EN CHERCHEUR D'EMPLOI

L'auto-entrepreneuriat comme alternative au chômage

Mais cette préoccupation d'employabilité ne concerne pas seulement le développement de l'enseignement privé ; il est intéressant de noter que c'est à la même époque que les stratégies publiques de promotion de l'entrepreneuriat commencent à émerger, notamment dans les programmes de «départ volontaire de la fonction publique» dont la finalité était, selon la rhétorique officielle, de «permettre de dégraisser l'administration publique pour gérer d'une manière rationnelle et moderne et ses ressources humaines et ses dépenses»⁵. De tels programmes, qui ont concerné environ 38 000 anciens fonctionnaires, se basaient sur un mécanisme de soutien à la création d'entreprise, à travers des programmes de formation et d'encadrement et des dérogations fiscales⁶.

Suivirent des programmes destinés aux diplômés des nouvelles générations, n'ayant désormais plus accès automatique à la fonction publique : qu'il s'agisse des activités de l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC), de l'Office National pour la Formation Professionnelle et la Promotion du Travail (OFPPPT), du plus récent Moukawalati, ou de la promotion d'Activités génératrices de revenus (AGR) dans le cadre de

l'Agence du développement social (ADS) ou de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), il s'agissait de fournir aux individus les moyens d'assumer un rôle actif dans la création d'opportunités d'auto-emploi ; autrement dit de promouvoir le marché en tant que meilleur lieu de formation et d'accès à un emploi stable.

La difficulté qu'ont les «jeunes instruits» de trouver un travail est ainsi devenue un argument de légitimation des institutions d'enseignement privées, mais aussi une justification à la politique de promotion du micro-entrepreneuriat. Cette double évolution a pour effet d'amener, d'une part, les familles à dépenser des sommes toujours plus importantes dans l'éducation de leurs enfants, parfois au prix de sacrifices quotidiens et, d'autre part, les jeunes instruits à réduire les critiques envers le modèle économique inégalitaire et au contraire à y participer en prenant en charge leurs propres chances d'insertion dans le marché du travail. On le comprend, sous-jacent à ce changement de perspective, il y a la volonté de transformer un «chômeur» en «chercheur d'emploi» ou plutôt en entrepreneur potentiel.

Dans ce contexte, le contenu de l'enseignement doit changer : l'accent est mis sur des matières estimées a priori porteuses dans le contexte économique actuel à l'instar de la gestion, du marketing, de la communication, de la finance, du multilinguisme, de l'informatique. Ces matières, au cœur de la formation, fournies par les systèmes d'enseignement privés aux futurs cadres et managers caractérisent aussi les programmes destinés à la reconversion des chômeurs en micro-entrepreneurs. Que ce soit dans l'économie capitaliste ou dans l'économie dite solidaire ou associative, le métier ne semble plus important ; «gérer» et «vendre» deviennent les véritables compétences et savoir-faire reconnus.

Par ailleurs, les manifestations des jeunes diplômés devant le parlement ont amené les pouvoirs publics à réviser leurs modalités d'action dans divers domaines, en favorisant l'initiative privée. L'investissement dans l'éducation a bénéficié d'un régime fiscal avantageux durant les premières années de création, et d'un fonds pour l'appui à l'investissement (Fonds pour la Promotion de l'Enseignement Privé, FOPEP).

La micro-entreprise profite encore aujourd'hui d'une certaine souplesse en matière de formalisation des activités productives, de l'encadrement contractuel des employés, et d'impôts. En outre, le contrôle du respect des normes dans le secteur privé d'enseignement est souvent laxiste et indulgent.



AIC Press

Le processus de marchandisation ne cesse de s'approfondir alors que ses conséquences sont au centre des critiques des protestataires

D'une classe d'âge à une classe sociale?

Face à cette situation et à la montée des revendications, le malentendu semble l'emporter. Le «20 Février» a entre autres exprimé la généralisation des demandes de vie digne et du droit au travail, autrefois monopole du mouvement des diplômés chômeurs. Cependant, la réponse étatique a pris essentiellement la forme de mesures occasionnelles d'embauche et de l'ouverture de nouveaux chapitres dans le dossier du dialogue social. Quoique beaucoup plus anciens, les termes du débat sur les réformes du secteur de l'éducation et de l'emploi n'ont, quant à eux, pas été renouvelés.

Tous les acteurs ont contribué à structurer ce malentendu. D'une part, la critique sociale au cœur des protestations reste limitée, les revendications se réduisant à la création d'emplois dans la fonction publique. De l'autre, les pouvoirs publics comme le secteur privé ont compris les protestations et notamment la dénonciation de la mauvaise gestion des services publics comme un encouragement à les démanteler et à les privatiser. Ce faisant et c'est là que réside tout le paradoxe, le processus de marchandisation et d'entrepreneurialisation ne cesse de s'approfondir, alors même que les conséquences de ce processus sont précisément au centre des critiques que les protestataires adressent aux pouvoirs publics, même si c'est le plus souvent de façon implicite. Dans un système où l'entrepreneuriat est soutenu sans réserve, la

subordination de la formation aux exigences du marché du travail n'a pas été remise en question ni par les mouvements sociaux actuels ni par le processus de réforme en cours. Elle se traduit notamment par l'émergence d'un secteur tertiaire fait d'une pléthore de consultants, d'animateurs, de formateurs et d'enseignants vacataires chargés d'assurer un apprentissage du «marché». Autrement dit, on ne fait qu'offrir aux protestataires des conditions de travail qu'ils dénoncent.

Le fait de qualifier de «jeunes» ces acteurs est une façon de nier le conflit à l'origine de leur insertion sociale précaire, tout en normalisant la nature inégalitaire du modèle économique sous-jacent à ces formes de travail. Jusqu'à quand les jeunes accepteront-ils de vivre «chez leurs parents»? ■

1 Voir édition du 11 août de L'Économiste : <http://www.leconomiste.com/article/886053-grande-enquete-de-l-economiste-sunergia-sur-les-jeunes-brtant-d-espoirs-mis-dans-la-co>

2 Voir parmi d'autres : <http://www.aufaitmaroc.com/actualites/maroc/2011/3/6/le-jeune-marocain-oussama-el-khlifi-le-che-de-sale>, <http://www.liberation.fr/monde/01012333605-oussama-el-khlifi-detona-teur-de-la-contestation-au-maroc>

3 Voir par exemple «Retour du plein emploi dans le textile», L'Économiste n° 3848 du 11/03/11, <http://www.leconomiste.com/article/retour-du-plein-emploi-dans-le-textile>

4 Source: Académie régionale de l'Éducation et de la Formation, mars 2011

5 Information fournie par le site officiel www.maroc.ma

6 Voir Ben Osmane K., «Le programme de départ volontaire de la fonction publique marocaine», Meeting on Sharing of Best Practices and Innovation in Governance and Public Administration in the Mediterranean Region, Rabat, 22/04/05

«20 FÉVRIER», SÉPARER LE POUVOIR DE LA RICHESSE

Par Mohamed Madani

Professeur de Sciences Politiques, université Mohamed V, Rabat

Le Mouvement du 20 février porte une revendication majeure : Fasl assulta ani attarwa (séparer le pouvoir de la richesse) qui pose deux questions fondamentales : celle des frontières entre agents économiques et acteurs politiques et celle, connexe de «l'économie morale» ou du lien entre la vertu et la richesse. La séparation du pouvoir politique et de la richesse s'inscrit dans cette logique d'établissement de nouvelles frontières entre activités politiques et activités économiques. La séparation des deux ordres d'activités exprime les attentes des citoyens en matière de répartition des richesses et de responsabilité des dirigeants. Ce qui est contesté, c'est la légitimité du «mélange des genres» et la confusion des domaines, en particulier au niveau de l'élite de cour. On sait que cette dernière remplit une fonction stratégique pour le monarque, qui fait partie des piliers de la puissance de dar al makhzen. Elle permet au roi de prendre des distances par rapport aux forces montantes, comme les classes moyennes urbaines et les entrepreneurs, de même qu'elle lui permet de se distancier des élites traditionnelles. Dans un contexte de mondialisation et de libéralisation économique, elle

**CE QUI EST
CONTESTÉ,
C'EST LA
LÉGITIMITÉ
DU «MÉLANGE
DES GENRES»**

forme un contrepoids à la puissance grandissante de la classe des hommes d'affaires dans la société, et contrôle les voies de conversion des activités des entrepreneurs en activités politiques. La Cour veille aux tentatives de dépassement des limites fixées aux hommes d'affaires, quand ils «découvrent», au terme de cheminements variés, que la réussite de leurs entreprises est inséparable de leur prise en compte dans le débat sur la gouvernance. La mission des hommes de cour est alors de s'assurer que les acteurs économiques jouent bien le jeu, selon les règles définies par la monarchie. A un autre niveau, cette revendication du mouvement du 20 Février montre que l'économique est profondément

encastré dans le social. L'économie n'est pas autonome à l'égard de l'univers social et les rapports de production et d'échange ne peuvent être séparés des visions morales qui leur donnent sens. Par cette revendication, les acteurs du mouvement social expriment une conception populaire de la légitimité et de la justice et une définition de ce qui est tolérable ou intolérable en matière de transactions économiques. Les dirigeants légitimes ne le sont pas selon leurs richesses mais selon qu'ils comprennent les besoins des larges couches de la population et leur permettent d'améliorer leur situation. Les indignations et revendications du mouvement du 20 Février permettent non seulement de penser les visions du juste et de l'injuste en matière économique mais aussi de cerner l'historicité propre de la société marocaine et la façon dont elle vit la généralisation du marché et du capitalisme. Le point de vue des acteurs du 20 Février sur l'économie politique est - au moins - aussi rationnel que celui des observateurs qui les étudient, mais il n'en demeure pas moins qu'un point de vue. Repris par des milliers d'individus, il peut se transformer en force sociale, capable d'inventer un autre rapport entre l'économique et le politique ■